

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

**Eco**

Mardi 11 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°101 ■

NOUVEAU SYSTÈME D'INFORMATION DES DOUANES

## En vigueur dès le 5 juillet prochain

Le nouveau système d'information des Douanes algériennes, en phase d'expérimentation, sera généralisé dès le 5 juillet prochain. L'entrée en vigueur de ce nouveau système inscrira les services des Douanes dans l'ère de la digitalisation et de la numérisation. En effet, toutes les opérations de contrôles douanières seront dématérialisées.

P 3



Groupe Saïdal  
**Wassim Kouadri, nouveau PDG**

P3

Le ministre du Commerce l'a déclaré  
**« L'Etat accompagne les créateurs de richesses et des postes d'emploi »**

P3

Pour accélérer les processus de restructuration de la dette souveraine  
**Le FMI et la Banque mondiale présenteront des réformes**

P 16

Suisse

**Les exportations pharmaceutiques vers la Russie ont bondi**

P 11

Ministère de la Numérisation et des Statistiques

**Appel à candidatures au profit des entreprises algériennes**

Le Ministère de la Numérisation et des Statistiques lance un projet : « Renforcement de la compétitivité du secteur des technologies de l'information et de la transformation numérique », qui s'inscrit dans le cadre du programme « Aid for Trade Initiative for the Arab States » (AFTIAS 2.0) et en collaboration avec le ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations et le Centre du Commerce International à Genève (ITC).

P2

Hydrocarbures

**Sonatrach signe un accord avec l'Agence Spatiale ASAL**

Le Président Directeur Général de SONATRACH M. Toufik HAKKAR et le Directeur Général de l'Agence Spatiale Algérienne (ASAL) M. Azzedine Oussedik ont procédé, ce lundi, à la signature de la convention cadre portant sur la mise à disposition des technologies spatiales détenues par l'ASAL au profit de SONATRACH.

P 4

Recensement agricole

**Un outil qui valorisera notre agriculture**

Le DG du Bneder (Bureau national d'études pour le développement rural), est revenu longuement sur l'importance du prochain recensement agricole qui sera lancé le mois d'octobre prochain, pour un coût estimé à 789 millions de dinars.

P 5

MINISTÈRE DE LA NUMÉRISATION ET DES STATISTIQUES

# Appel à candidatures au profit des entreprises algériennes

Le Ministère de la Numérisation et des Statistiques lance un projet : « Renforcement de la compétitivité du secteur des technologies de l'information et de la transformation numérique », qui s'inscrit dans le cadre du programme « Aid for Trade Initiative for the Arab States » (AFTIAS 2.0) et en collaboration avec le ministère du Commerce et de la Promotion des Exportations et le Centre du Commerce International à Genève (ITC).

Par Sirine R.

En effet, une cinquante (50) entreprises seront sélectionnées afin de les accompagner par l'organisation des sessions de formations, des ateliers et des journées d'études animés par des experts du domaine. Selon un document posté en ligne sur la page officielle du ministère de la Numérisation et des Statistiques, la sélection des entreprises participantes, se fait par l'inscription, avant le mercredi 19 avril 2023. « Le projet soutiendra 50 start-ups/entreprises qui seront segmentées en fonction de leur niveau de maturité et bénéficieront des services suivants selon leur catégorisation : Start-up Croissance : génèrent des revenus, cible des nouveaux marchés, et/ou met en place de nouveaux produits et Start-up Entrepreneuriat : produit minimum viable (MVP) confirmé, acquisition et fidélisation de la clientèle en cours. Une start-up peut passer d'une catégorie à l'autre au cours du projet», précise la même source. Le programme Aftias vise à accroître la

compétitivité des exportations de l'Algérie dans le secteur de des nouvelles technologies de l'information et du numérique. Des entreprises plus compétitives dans ce secteur des services contribuent à atteindre les objectifs liés à l'Agenda 2030. Dans ce cadre, les activités d'appui pour les start-ups tech et les entreprises du numérique se concentreront sur l'accompagnement commercial, le soutien à l'internalisation, la participation à des événements technologiques régionaux et internationaux, et donc des opportunités d'affaires et d'investissement locales, régionales et internationales.

## Qui peut participer ?

Les initiateurs du programme ont fixé des conditions pour la participation à Aftias. « En tant que start-up/numérique éligible, vous devez : utiliser la technologie numérique comme un facteur clé dans votre modèle d'affaire (le commerce électronique est inclus) ; être à but lucratif ; avoir construit un produit minimum viable, qui a idéalement généré des ventes

même si ce n'est qu'en quantité limitée ; être de nationalité algérienne et s'engager aux activités du projet et signer une lettre d'engagement», lit-on dans le même document.

Enfin, les informations soumises seront évaluées par des experts de l'ITC. Les candidatures et toutes les informations relatives à l'entreprise, y compris les données financières, seront traitées avec une stricte confidentialité, précise le ministère dans son communiqué.

En effet, après une première sélection, des entretiens individuels de 60 minutes seront organisés avec chaque start-up/entreprise pour déterminer la catégorisation en Entrepreneuriat ou Croissance.

En outre, des critères d'exclusion ont été également fixés. « La start-up/entreprise n'est pas éligible au programme si elle ne s'appuie pas sur la technologie numérique de façon claire et substantielle. Les start-up/entreprises qui fournissent des informations erronées dans le cadre de cet appel à candidatures peuvent être exclues ou reclassées», lit-on dans le même document.

## CÉLÉBRATION DE SES 20 ANS D'ACTIVITÉS

### Algérie Télécom lance un logo spécial

L'opérateur public de télécommunications Algérie Télécom (AT) a célébré, dimanche, ses 20 ans d'activités comme acteur majeur des télécommunications en Algérie, tout en renouvelant son engagement à remplir pleinement sa mission d'entreprise citoyenne, indiqué AT dans un communiqué.

Depuis sa création, l'entreprise a su s'adapter aux évolutions technologiques pour proposer des offres et solutions toujours plus innovantes, tout en restant fidèle à sa mission première : connecter l'ensemble des Algériens, où qu'ils soient, en plus de remplir pleinement sa mission d'entreprise citoyenne, a-t-on fait savoir.

A ce jour, Algérie Télécom est présente sur l'ensemble du territoire algérien, avec un réseau étoffé, comptant ainsi des millions d'abonnés à travers le pays.

En cette occasion, l'entreprise "remercie chaleureusement ses clients et ses partenaires, pour leur confiance et leur renouvellement son engagement à continuer à fournir des services et des solutions de qualité et à répondre pleinement à leurs besoins" lit-on dans le document.

Ainsi, Algérie Télécom tient, à "rendre hommage à tous ses employés, actifs ou retraités, qui ont contribué au fil de ces années, à faire de l'entreprise un leader tant sur le plan technologique qu'économique".

Pour marquer cet important événement, l'entreprise lance un logo spécial et une campagne de communication.

Ledit logo symbolise les 20 ans d'activités d'AT à travers le chiffre 20 inspiré du symbole "Infini" bien connu de sa marque "Idoom".

L'entreprise prévoit, également, de "nombreuses offres, promotions et surprises", qui seront annoncées au fur et à mesure tout au long de l'année en cours, a-t-elle conclu.

## PROJET DE PHOSPHATE À TEBESSA

### Un groupe de travail entre les secteurs des mines et culture pour protéger les ruines

dimanche de mettre en place un groupe de travail conjoint entre les deux secteurs en vue de protéger les ruines qui se trouvent sur les sites du projet d'exploitation du phosphate dans la wilaya de Tébessa.

Les deux secteurs ont convenu de la mise en place de ce groupe de travail, lors d'une réunion de coordination présidée par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, en présence du PDG du Groupe minier Manadjim El Djazair, du PDG du Groupe ASMIDAL et du Président de l'Agence Nationale des Activités Minières (ANAM).

Cette réunion a porté sur la concrétisation du projet inté-

gré d'exploitation et de transformation du phosphate, et la protection du patrimoine culturel matériel se trouvant sur les sites du projet à l'instar de celui de Bled El Hadba dans la commune de Bir-El-Ater (Tébessa), a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines.

Lors de cette réunion, deux exposés ont été présentés sur le projet intégré de phosphate et sur les découvertes archéologiques remontant à l'antiquité. A cette occasion, les deux ministres ont convenu de "la nécessité d'aller de l'avant pour la concrétisation de ce projet, qui permettra à l'Algérie d'entrer dans le monde des industries de transformation minières, et de préserver le patrimoine culturel de la région, en œuvrant

au transfert des pièces d'art et archéologiques", selon la même source.

Dans ce contexte, le ministre de l'Energie et des Mines a relevé l'importance de réaliser ce projet, qui mobilisera des ressources financières, humaines et techniques considérables et aura un impact social et économique notamment à l'Est du pays, précise-t-on de même source. M. Arkab a également insisté sur "l'accompagnement permanent et le soutien des entreprises du secteur, aux travaux des missions archéologiques afin de protéger ce patrimoine culturel matériel dans la wilaya".

De son côté, Mme Mouloudji a mis en avant "tout l'intérêt de mettre en place des mécanismes et des procédures vi-

sant à protéger et valoriser le patrimoine archéologique à Tébessa, tout en œuvrant à ce que les experts miniers soient accompagnés en permanence par des experts en archéologie".

Par ailleurs, il a été convenu de "la mise en place d'un groupe de travail mixte en vue d'assurer la coordination et le suivi du projet par des experts en archéologie et des responsables du projet du phosphate intégré", note le communiqué. Il a également été convenu de "mettre à disposition les moyens nécessaires pour protéger les sites et monuments archéologiques, d'une part, et réaliser des projets économiques créateurs de richesses et d'emplois, d'autre part", conclut le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux  
Eco

Édité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

## PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43  
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

## NOUVEAU SYSTÈME D'INFORMATION DES DOUANES En vigueur dès le 5 juillet prochain

Le nouveau système d'information des Douanes algériennes, en phase d'expérimentation, sera généralisé dès le 5 juillet prochain. L'entrée en vigueur de ce nouveau système inscrira les services des Douanes dans l'ère de la digitalisation et de la numérisation. En effet, toutes les opérations de contrôles douaniers seront dématérialisées.

Par Sirine R

Le directeur adjoint des procédures et facilitations douanières, Mourad Mazouzi, a précisé que ce nouveau système élaboré avec l'appui des douanes de la Corée du Sud permettra de dématérialiser toutes les opérations douanières. En termes clairs, il n'y aura plus de tracasseries administratives. Un phénomène qui avait, par le passé, réuni les opérateurs économiques qui sont obligés parfois d'attendre des mois pour faire sortir leurs marchandises. Donc, le dédouanement de marchandises et autres matériels ne devrait plus être un souci pour les opérateurs. Il suffit juste d'activer dans l'égalité et selon la loi. Pour sa part, Réda Mehafdi, Directeur des Contentieux et De l'Encadrement des Recettes des douanes, a indiqué que ce nouveau système d'information fournira des chiffres et informations fiables et en temps réel pour les pouvoirs publics. Ceci les aidera dans la prise de décisions et l'élaboration de nouvelle politique. Ainsi, il sera interconnecté avec le fichier national des domaines de l'Etat et celui des impôts. Comme ça, l'état va se resserrer de plus autour des contrebandiers.

### BRICS

## L'adhésion de l'Algérie sera d'abord en tant que pays observateur avant d'être membre

Le Président de la République a affirmé que le processus de l'adhésion de l'Algérie aux «BRICS» est sur la bonne voie, en précisant qu'il s'agit d'une démarche qui permettra de renforcer l'économie nationale. «L'Algérie prendra d'autres initiatives avec des économies plus fortes. Les banques et les investissements dans les BRICS permettront de renforcer l'Algérie sur le plan économique. Même politiquement, en tant que pays du mouvement des non-alignés, nous sommes proches de ce pôle», a-t-il dit. «La Chine, la Russie, l'Afrique du Sud et le Brésil sont favorables à la de-

mande d'adhésion, et l'Inde ne s'y est pas opposée», a ajouté le Président de la République.

L'Algérie devrait adhérer lors de la prochaine réunion périodique du groupe prévue l'été prochain en tant que «pays observateur dans un premier temps. Avec l'amélioration des indicateurs, nous deviendrons un membre à part entière au sein des BRICS», a-t-il fait savoir.

R.E.

### GRUPE SAÏDAL

## Wassim Kouadri, nouveau PDG

Changement à la tête du groupe Saïdal. Un nouveau PDG vient d'être nommé, en succédant à Fatoume Akacem. Il s'agit de M. Wassim Kouadri, qui avait jusqu'à là occupé le poste de directeur commercial au sein du Groupe. L'annonce a été faite par le groupe pharmaceutique dans un communiqué publié ce lundi, sur sa page officielle Facebook. Plusieurs directeurs et chefs de départements du même groupe pharmaceutique public ont été démis de leurs fonctions, le jeudi 16 mars, rappelle-t-on. La semaine dernière, le ministre

Ali Aoun avait annoncé que le groupe Saïdal fera l'objet de sanctions, pour ne pas avoir appliqué les instructions du ministère. Pour rappel, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, qui s'est rendu, le 9 mars dernier, à l'unité de Saïdal à Cherchell, n'a pas du tout apprécié la gestion de ce groupe pharmaceutique public. Il s'en est d'ailleurs pris frontalement aux gestionnaires du groupe. « On n'a pas cessé de dire que Saïdal a été détruite et vous continuez à la détruire », avait-il lancé.

Z.R.

### PORTS D'ALGÉRIE

## La convention collective signée

Le Groupe étatique de gestion portuaire, Serport, et la Fédération nationale des travailleurs portuaires algériens (FNTPA) ont procédé hier à la signature de la nouvelle convention collective. La signature a eu lieu au siège de la direction générale du Groupe Serport, après une série de réunions marathonniennes afférent au retard accusé dans la signature de la Convention collective de la Fédération nationale des travailleurs portuaires algériens, et conformément aux instructions et orientations du ministre des Transports, Youcef Cherfa, et le Secrétaire général par intérim de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Hamou Touahria, et en applica-

tion des résolutions de la réunion de travail tenue jeudi 6 avril entre le Secrétaire général de la FNTPA, Noureddine Boulaassel, les membres du Secrétariat et le Directeur général de Serport, Mohamed Karim Harkati, indique un communiqué de l'Union générale des travailleurs algériens. Selon la même source, l'esprit de dialogue et de concertation a prévalu lors de cette réunion dans le but de trouver des solutions aux différents problèmes soulevés à même d'éviter, à l'avenir, les mouvements de protestation aux conséquences néfastes sur l'économie nationale. De son côté, la FNTPA s'est engagée à signer « un pacte de stabilité sociale ».

Cet accord vise essentiellement à « assurer un climat favorable pour un développement social et économique » et la prise en charge « des droits et devoirs des travailleurs, ainsi que la préservation des acquis des entreprises portuaires », outre la recherche de mécanismes nécessaires à leur relance et à leur promotion.

A l'occasion, le secrétaire général par intérim, Hamou Touahria a réitéré son appel aux syndicalistes à privilégier l'esprit de dialogue et de réconciliation pour trouver une solution à tout différent en suspens. Pour rappel, le projet de la convention collective, qui concerne quelques 16000 travailleurs, était prêt depuis décembre 2022.

### LE MINISTRE DU COMMERCE L'A DÉCLARÉ

## « L'Etat accompagne les créateurs de richesses et des postes d'emploi »

« La nouvelle politique stipule que l'Etat encourage tous les opérateurs dans la transformation », a déclaré hier le ministre du Commerce et de la Promotion de l'exportation, en marge d'ouverture à Alger du salon nationale de textile. « L'Etat accompagne tous les transformateurs et les industriels. Nous accompagnons tous les producteurs et créateurs de richesses et de postes d'emploi, créant ainsi de la valeur ajoutée », a-t-il affirmé.

Aux opérateurs préférant rester encore dans l'importation, le ministre dira qu'« on va réguler le marché et fournir tout ce qui manque, mais nous devons exploiter nos potentialités pour réduire au maximum le transfert de la devise vers d'autres pays ».

Questionné sur la hausse des prix de la banane, le ministre a fait état d'un manque de l'offre sur le marché conduisant à une flambée des prix de la banane. Selon lui, la solution réside dans l'augmentation des quantités importées de ce fruit exotique. « Il y a un manque (de l'offre) sur le marché qui a conduit à l'augmentation des prix de la banane », a-t-il expliqué. Et d'ajouter : « Cette équation est simple, et sa solution réside dans l'augmentation des quotas d'importation de ce fruit ».

Jeudi dernier, le ministre a présidé une séance de travail avec nombre d'opérateurs économiques activant dans le domaine de l'importation de bananes consacrée à « la réorganisation du marché de bananes en Algérie à travers l'encadrement de l'importation de ce produit, suite à la flambée de ses prix sur le marché national ».

Lors de cette réunion, qui s'est tenue en présence du secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, M. Zitouni a souligné que « la délivrance de la domiciliation bancaire d'importation de bananes sera conformément à un nouveau cahier de charges en vue de baisser le prix et assurer la disponibilité de ce produit tout au long de l'année sur le marché national ».

M. Zitouni a ordonné l'application de la loi de lutte contre la spéculation contre toute personne impliquée dans le stockage de ce produit.

Synthèse R.E.

## PRÉVUES À PARTIR DE JEUDI PROCHAIN

# Le FMI lance ses réunions de printemps dans un climat chargé

Les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale doivent débiter jeudi, après la publication des prévisions de croissance mondiale dès mardi, dans un climat chargé, entre nécessité de réformes, crises à répétition et économie en souffrance.

Par Agence

L'actualisation des prévisions économiques mondiales marquera le coup d'envoi officieux des rencontres au siège des deux institutions à Washington, mais la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva, a d'ores et déjà donné jeudi une idée de la tendance, avec une croissance mondiale prévue en-dessous de 3%.

En soi, rien d'exceptionnel: lors de la dernière actualisation, en janvier, le FMI prévoyait déjà une croissance à 2,9%. Mais cela risque de durer, le Fonds ne prévoyant pas une croissance mondiale dépassant les 3% en moyenne annuelle d'ici à 2028, soit, comme l'a rappelé Mme Georgieva, "notre perspective la plus faible à moyen terme depuis 1990".

Encore plus pessimiste fin mars, la Banque Mondiale (BM) s'était montrée encore plus négative, tablant sur une croissance mondiale annuelle de 2,2% en moyenne d'ici à 2030, la plus faible décennie depuis plus de 40 ans.

Un ralentissement conséquent, qui intervient alors que le monde fait face à une série de défis sans précédents, entre les conséquences du réchauffement climatique, les risques de fragmentation du commerce mondial ou de crise de la dette généralisée.

Afin d'y faire face, une réforme des institu-

tions financières internationales (IFI) est de plus en plus réclamée par un certain nombre d'Etats, les Etats-Unis s'étant notamment prononcés dans ce sens.

Dans un entretien accordé à l'AFP, la secrétaire au Trésor Janet Yellen a d'ailleurs rappelé qu'elle "souhaite une réforme des missions", en particulier de la Banque mondiale et ses filiales, afin d'ajouter "la résilience face au changement climatique, aux pandémies et aux conflits parmi les missions centrales". "Nous souhaitons mener d'autres réformes durant le reste de l'année, cela fera partie des discussions lors des prochaines réunions du FMI ainsi qu'à l'occasion des réunions annuelles du FMI et de la BM au Maroc", en octobre prochain, a ajouté Mme Yellen.

### Plus de pays vulnérables

Cette évolution devrait commencer par les banques régionales d'investissement et la BM, sous la direction de son prochain président, a priori le candidat américain, Ajay Banga, seul en lice.

Elle doit intervenir rapidement cependant: la transition écologique des pays émergents et à bas revenus nécessitera au minimum 1000 milliards de dollars par an sur les prochaines années, a rappelé Kristalina Georgieva, une somme que les IFI n'ont actuellement pas les moyens de distribuer.

Cela nécessitera que "nos membres les plus riches aident à combler les manques" en matière de levée de fonds, a-t-elle insisté, alors que M. Banga veut réussir à embarquer le

secteur privé, une fois à la tête de la BM. Ces sujets seront parmi les principaux discutés durant ces réunions de printemps, et une première série d'annonces devrait intervenir à cette occasion, en particulier concernant les capacités d'emprunt de la BM et de ses filiales, a assuré à l'AFP Mme Yellen.

### Réduire l'inflation

Cela n'empêchera pas les IFI de souligner plusieurs autres points d'inquiétude, à commencer par les risques de déstabilisation du secteur financier, si la lutte contre l'inflation pousse les banques centrales à augmenter davantage leurs taux.

Réduire l'inflation reste la priorité, a insisté jeudi Mme Georgieva, pour qui les banques centrales "doivent faire plus pour garantir la stabilité financière".

L'autre conséquence de cette hausse des taux est que de plus en plus de pays à bas revenus se rapprochent d'un risque de crise de la dette. C'est d'ores et déjà le cas de 15% d'entre eux, a rappelé la directrice générale et 40% d'autres sont proches de cette situation, sans parler des pays émergents comme la Tunisie, le Pakistan ou encore le Ghana.

Pour y faire face, les IFI auront besoin de plus de moyens, ce que leurs directions respectives tenteront de rappeler aux représentants des Etats durant les prochains jours, s'ils veulent éviter que le climat économique ne soit encore plus lourd.

### COUR D'ALGER

#### Début du procès des accusés dans l'affaire Sonatrach

Le procès en appel des accusés dans l'affaire Sonatrach, condamnés en première instance pour des faits de corruption, dont les trois ex-PDG du Groupe, a débuté lundi à la Cour d'Alger.

Il s'agit dans cette affaire, enrôlé à la Chambre pénale de la Cour, des ex-ministres Nouredine Boutarfa et Amar Ghoul, des ex-PDG du groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, Abdelhamid Zerguine et Mohamed Meziane, en plus des ex-ministres Mohamed Bedjaoui et Chakib Khelil (mandat d'arrêt international émis à son encontre). Plusieurs entreprises ainsi que nombre d'employés et de cadres de l'Agence nationale des autoroutes sont poursuivis également dans cette affaire.

Le pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed avait condamné en première instance les accusés à des peines allant de 20 ans de prison à l'acquiescement.

Ils ont été poursuivis pour des chefs d'inculpation prévus par la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, en lien avec la dilapidation des deniers publics et conclusion illégale de marchés.

### HYDROCARBURES

#### Sonatrach signe un accord avec l'Agence Spatiale ASAL

Le Président Directeur Général de SONATRACH M. Toufik HAKKAR et le Directeur Général de l'Agence Spatiale Algérienne (ASAL) M. Azzedine Oussedik ont procédé, ce lundi, à la signature de la convention cadre portant sur la mise à disposition des technologies spatiales détenues par l'ASAL au profit de SONATRACH.

La signature de cette Convention Cadre a été suivie par la signature de trois

(03) contrats d'application inhérents à diverses prestations de recherche appliquée spatiale réalisées par l'ASAL pour le compte de SONATRACH : Ces contrats d'application concernent les aspects suivants : L'accompagnement pour la mise en place du système d'estimation des émissions de gaz torchés et de méthane dans le cadre des efforts menés par SONATRACH en matière de baisse de l'empreinte carbone issue de ses activités ;

l'acquisition d'images satellitaires ortho-rectifiées et modèle numérique terrain (MNT) sur les champs en développement. L'exploitation des techniques de géodésie spatiale sur les champs en développement. Cette Convention Cadre définira les modalités de collaboration entre les deux parties pour une utilisation optimale des technologies spatiales et leurs applications dans la conception, l'étude et la mise en œuvre des projets de dévelop-

ment liés aux différents domaines d'activité de SONATRACH. A travers la présente Convention Cadre, les deux parties entérinent leur volonté de renouveler la coopération mutuellement avantageuse et fructueuse, dans les domaines des applications et l'utilisation des technologies spatiales, d'une part, et la contribution chacune en ce qui la concerne, au développement de l'économie nationale, d'autre part.

R.E.

### COOPÉRATION

#### Le ministre de l'Energie reçoit le vice-président de l'entreprise chinoise Sinopec

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu dimanche à Alger le vice-président de l'entreprise chinoise Sinopec, Liu Hongbin, pour évoquer les opportunités d'affaires en Algérie dans les domaines énergétiques, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Lors de cette rencontre, "les parties ont passé en revue les relations de coopération et de partenariat unissant les deux entreprises Sonatrach et Sinopec, et les perspectives de leurs renforcements, selon le communiqué soulignant qu'elles se sont félicitées de "l'excel-

lence et de la solidité de ses relations". Les deux parties ont également abordé les opportunités d'affaires et les perspectives futures d'investissement de Sinopec en Algérie dans le domaine des hydrocarbures notamment l'exploration, l'augmentation de la production et du taux de récupération ainsi que dans le domaine de la pétrochimie et les industries de transformation, dans le cadre de la nouvelle loi sur les hydrocarbures ainsi que dans le cadre légal de l'investissement en Algérie, rapporte la même source.

A cette occasion, M. Arkab a mis l'ac-

cent sur "l'importance de la coopération et le partenariat" liant les entreprises algériennes et chinoises.

Il a également mis en avant les projets de partenariats qui peuvent être conclus dans le domaine des Energies nouvelles et renouvelables (EnR) notamment le solaire photovoltaïque, l'hydrogène, l'éolien et la géothermie, ainsi que dans le domaine de la fabrication des équipements et l'exploitation des ressources minières utilisées dans l'industrie des EnR, ajoute la même source.

R.E.

## RECENSEMENT AGRICOLE

# Un outil qui valorisera notre agriculture

Le DG du Bneder (Bureau national d'études pour le développement rural), est revenu longuement sur l'importance du prochain recensement agricole qui sera lancé le mois d'octobre prochain, pour un coût estimé à 789 millions de dinars.

Par Samir Chalabi

Pour le lancement de ce recensement, le ministère de l'agriculture entend mettre les bouchées doubles et tous les personnels sont mobilisés pour sa réussite.

Invité par nos confrères de la radio nationale, le Dg du Bneder a rappelé que ce recensement permet de dresser une carte exhaustive, tant sur la superficie agraire, la répartition spatiale entre petites et grandes exploitations ou encore quels effectifs des animaux d'élevage.

Ce recensement donc sera lancé au mois d'octobre prochain et permettra, selon ce responsable de donner une visibilité sur la structure agraire et d'attirer les investisseurs, notamment étrangers.

Pour lui, le dernier recensement date déjà de 22 ans ce qui est beaucoup par rapport aux normes établies. Aussi il a tenu à expliquer que «les textes de lois ont été publiés et permettent désormais aux investisseurs étrangers de créer des entreprises de droit algérien et d'accéder à des terres agricoles dans le cadre de la

mise en valeur». Il faut spécifier surtout que ce recensement agricole vient à point, puisque le dernier date de 2001.

En 2001, plus de 70% des exploitations agricoles avaient une superficie inférieure à 5 hectares. Depuis, l'ensemble des textes et l'orientation politiques tendent à éviter l'émiettement du foncier agricole. Aujourd'hui, la tendance est tournée vers l'investissement et la transformation agricole.

Dans la pratique, il y a un certain nombre de changements sur les pratiques agricoles qui seront dévoilés par le nouveau recensement, notamment l'émergence de l'exploitation agricole industrielle dans le Grand Sud. Ces informations permettront ainsi de mieux orienter les cultures stratégiques.

Selon ce responsable l'opération devrait être rapide (un maximum de trois mois) et touchera l'ensemble des exploitants agricoles répartis sur le territoire national à travers les directions des services agricole (DSA) de chaque wilaya », affirme le responsable. Objectif : « donner une photographie instantanée sur l'économie agricole.»

A ce sujet, des agronomes soulignent tout de même que la portée des recensements agricoles peut varier en fonction des ressources disponibles, de l'importance des terres arables.

Bien que l'objectif principal d'un recensement agricole soit de fournir des données primaires sur la structure du secteur agricole, comme la taille des exploitations, l'utilisation des terres, la propriété foncière, etc., il est important que ce recensement soit considéré comme une part d'un système intégré de statistiques agricoles tout comme le système national des statistiques.

Pourtant au delà même de l'utilité reconvenue du recensement agricoles, des esprits chagrins s'élèvent pour contester l'utilité d'un recensement agricole, à l'ère du Big data, du Cloud et des photos-satellites; Ceux-ci étaient leur opposition arguant du fait que le recensement est une opération offrant des garanties statistiques et scientifiques, ce qui n'est pas le cas des fichiers administratifs utilisés par ailleurs, même lorsqu'ils sont exhaustifs. Autrement dit c'est un dispositif statistiquement sécurisé.

### DATTES

**Plus de 655.000 quintaux produits à Ouled Djellal**

La production de dattes, toutes variétés confondues, a atteint 655.488 quintaux dans la wilaya d'Ouled Djellal pour la saison 2022-2023, rapporte ce dimanche l'agence APS citant le Directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya, Nedjib Bouhala. M. Nedjib Bouhala a souligné que cette récolte a été obtenue sur une superficie de 6.660 ha et 681.575 palmiers dans plusieurs communes de la wilaya, dont 2.170 ha dans la commune de Doucen et 2140 ha au chef-lieu de wilaya.

Le même responsable, a indiqué également que les investisseurs dans l'emballage et la transformation de la datte sont encouragés, notamment la production de matière première pour l'industrie alimentaire et les produits parapharmaceutiques. Le même responsable a signalé qu'une usine de conditionnement des dattes a été implantée à Traiffa, au chef-lieu de wilaya par un investisseur privé, des chambres froides ont été également réalisées à Ouled Djellal, Doucen et Sidi Khaled. La variété Deglet Nour, mielleuse et dorée, qui est la plus répandue dans la wilaya, est exportée vers plusieurs pays dont la Mauritanie et le Mali, a révélé le même responsable.

R E

### PROGRAMME NATIONAL D'IRRIGATION COMPLÉMENTAIRE DES CÉRÉALES

## Le ministère de l'Agriculture lancera dimanche une opération de contrôle

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural lancera, dimanche, l'opération de contrôle du programme national d'irrigation complémentaire des céréales à travers les wilayas concernées.

"Dans le cadre du suivi du programme d'irrigation complémentaire des céréales saison 2022/2023, le ministère de l'Agriculture et du Déve-

loppement rural procédera, à partir de dimanche, au lancement de l'opération de contrôle de ce programme à travers les wilayas concernées, sous la supervision de l'inspection générale du ministère", a précisé le communiqué.

"A cet effet, des équipes seront dépêchées pour le constat et la localisation des zones ainsi que pour l'évaluation préliminaire de la pro-

duction, compte tenu de l'importance de cette opération en termes de production de céréales pour les régions du nord du pays", a ajouté la même source.

Cette opération a été examinée lors d'une réunion de coordination tenue, dimanche au siège du ministère, sous la présidence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni,

en présence de responsables et chefs d'entreprises ainsi que des présidents d'offices relevant du secteur, rappelle-t-on.

La réunion de coordination a permis d'examiner les principaux dossiers du secteur notamment le bilan préliminaire des mesures relatives au mois sacré de Ramadhan", a conclu le communiqué.

R E.

### OIGNON

## 3000 tonnes seront déstockées cette semaine

Les prix de certains produits agricoles enregistrent des hausses des prix. Cette année, c'est l'oignon qui sort du lot et dont le prix a flambé ces dernières semaines. En plus d'une offre moindre, le prix de l'oignon n'a pas cessé de grimper depuis le début du mois de Ramadhan. Il a en effet dépassé les 300 dinars le kilogramme et a même atteint les 400 dinars/kg dans certaines régions du pays. Le kilo d'oignons était vendu à 200 dinars il y a un mois, et à 60 dinars l'année passée.

Pour les raisons de cette flambée du prix de ce bulbe, l'on évoque la spéculation, la faiblesse de la production, les réticences des agriculteurs à planter l'oignon à cause des pertes qu'ils ont subies suite à une surproduction l'année dernière.

Intervenant sur les ondes de la radio «Chaîne I», le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraude au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, Ahmed Mokrania fait savoir que 3000 tonnes d'oignons seront déstockées cette semaine.

Cette opération coïncidera avec l'entrée sur le marché

de la récolte de l'oignon vert, a indiqué le responsable du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, qui prévoit une baisse « sensible » du prix de l'oignon.

« Concernant les produits agricoles, au ministère du Commerce, on intervient dans la limite de nos prérogatives », a-t-il déclaré. Selon lui, tous les entrepôts et chambres froides gérés par le ministère du Commerce ont été vidés des différents produits stockés.

« Au niveau central, nous disposons d'une carte nationale de tous les produits déstockés périodiquement par ces entrepôts, qui sont sous le contrôle du ministère du Commerce », a-t-il expliqué, en ajoutant que « nous connaissons également les quantités en stock ».

« A l'exemple de l'oignon, il reste 3000 tonnes au niveau des entrepôts qui seront déstockées cette semaine », a-t-il fait savoir, en indiquant que cette opération coïncidera avec l'entrée sur le marché de l'oignon vert. « Nous prévoyons baisse sensible des prix de ces produits », a-t-il dit.

R E/Agence

AIN TĒMOUCHENT

**Plus de 90 projets de développement concrétisés dans les zones d'ombres de la daïra d'Ain Larbâa**

Pas moins de 94 projets de développement ont été concrétisés dans les zones d'ombre de la daïra d'Ain Larbâa (Ain Témouchent), a indiqué jeudi le wali M'hamed Moumen.

Présidant les travaux du conseil exécutif de la wilaya élargi consacré au développement dans cette daïra, M. Moumen a souligné que dans le cadre de la prise en charge des besoins des zones d'ombre, 94 actions de développement ont été achevées dans 43 zones d'ombre des communes de la daïra.

"Le total des affectations financières consacrées à la réalisation de ces projets s'est élevé à 993 millions DA, ce qui a permis la concrétisation d'opérations d'aménagement pour l'amélioration du cadre de vie dans ces zones, situées dans les communes de Tamazoura, Sidi Boumediene, Oued Essabah et Ain Larbâa", a précisé le chef de l'exécutif d'Ain Témouchent. Ces quatre communes ont également bénéficié, au cours des deux dernières années, de 2.383 aides à l'habitat rural ayant permis la réalisation de 2.087 habitations et 69 autres de même formule sont en cours d'exécution.

Il est prévu le lancement, prochainement, des travaux de réalisation de 227 autres habitations rurales inscrites dans le même quota, a souligné le wali d'Ain Témouchent. La daïra d'Ain Larbâa a enregistré, ces dernières années, la concrétisation de 630 projets d'investissement au titre du dispositif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADÉ), de 254 autres au titre de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) et de 311 dans le cadre de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM).

SAÏDA

**Ouverture de deux piscines semi-olympiques**

La wilaya de Saïda s'est dotée de deux piscines semi-olympiques, au grand bonheur des citoyens et différentes associations sportives, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La même source a indiqué que le wali de Saïda, Ahmed Boudouh a présidé, jeudi dernier, la cérémonie de mise en service de ces deux installations sportives au niveau des communes de Youb et de Saïda, après l'achèvement des travaux liés à leur réalisation et équipement. Une enveloppe financière globale estimée à plus de 460 millions DA a été allouée, dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales et du budget de wilaya, pour la réalisation de ces piscines semi-olympiques, selon la même source. Ces deux nouvelles infrastructures sportives dont la gestion est assurée par la direction de la jeunesse et des sports, permettront à de nombreux clubs et associations sportives de suivre leurs activités dans l'enseignement et la pratique de la natation, ainsi que la préparation des sportifs à différentes manifestations et compétitions locales et nationales, ont souligné les services de la wilaya. Elles seront ouvertes également aux élèves et stagiaires des centres de formation professionnelle à titre gratuit suivant un emploi du temps à raison de deux fois par semaine, a-t-on indiqué.

OUARGLA

**Donner un nouveau souffle aux projets restants de la nouvelle ville de Hassi-Messaoud**

*Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a annoncé, samedi à Touggourt, qu'"une enveloppe financière estimée à 1,4 milliards de DA a été consacrée à la réalisation d'un important programme de logement à même de renforcer le parc immobilier et de développer le tissu urbain de la nouvelle wilaya".*

**L**e ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville Mohamed Tarek Belaribi a mis l'accent dimanche à partir de la nouvelle ville de Hassi-Messaoud (80 km nord d'Ouargla) sur la nécessité de donner un nouveau souffle aux projets restants relevant de ce pôle urbain.

S'exprimant en marge d'une présentation faite à la délégation ministérielle sur la nouvelle ville à la base de vie de l'Entreprise nationale Cosider, M. Belaribi a souligné "la nécessité de donner un nouveau souffle aux projets restants dans la nouvelle ville de Hassi-Messaoud, tout en

assurant le suivi des travaux sur le terrain".

Il a, à ce titre, insisté sur l'importance d'accorder davantage d'intérêt à la réalisation de la nouvelle ville de Hassi-Messaoud qui figure parmi les projets stratégiques du pays et dont le rythme imprégné aux travaux est "très lent", selon les services de la wilaya.

Après avoir écouté un exposé sur la situation actuelle des travaux d'aménagement et de réalisation des VRD (voirie et réseau divers), le ministre a instruit les responsables locaux du secteur de l'habitat à assurer le suivi des chantiers et respecter la qualité des travaux de réalisation des

logements et équipements publics. M. Belaribi a procédé, à l'entame de sa tournée de travail, à la pose de la première pierre d'un projet de 2.400 logements publics locatifs (LPL) au niveau du quartier Bamendil (périphérie d'Ouargla).

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a, à cette occasion, indiqué que la wilaya d'Ouargla a bénéficié pour la première fois depuis l'indépendance d'un quota de logement similaire, précisant que son département ministériel s'attelle à garantir le suivi des travaux de construction, la qualité de la réalisation et la livraison du projet.

CONSTANTINE

**29 participants au salon de l'artisanat et des métiers**

**V**ingt-neuf (29) artisans participent au Salon national de l'artisanat et des métiers ouvert dimanche à l'initiative de l'Assemblée populaire communale (APC) de Constantine.

L'initiative s'inscrit dans le cadre des programmes d'animation de la manifestation "spécial Ramadhan", organisée en coordination avec le bureau de wilaya de l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA), a indiqué la présidente de la commission des affaires éducatives, culturelles et sportives relevant de cette collectivité locale Nadjat Bahchachi, notant que ce salon vise à dynamiser les activités artisanales et faire connaître au public constantinois le patrimoine ancestral des quatre coins du pays.

Des artisans issus de neuf (9) wilayas du pays, à l'instar de Boumerdes, Alger, Mila et Jijel, prennent part au salon qui se veut une opportunité pour inciter les jeunes à investir dans l'artisanat et à améliorer la qualité du produit artisanal aussi bien à l'échelle locale que nationale, a-t-elle souligné.

Tenu en collaboration avec la Chambre de l'artisanat et des métiers

(CAM), le salon à caractère commercial qui se tient pendant dix jours au niveau des allées Benboulaïd au centre-ville de Constantine, expose des objets et produits artisanaux de diverses spécialités dont la poterie, la vannerie et la dinanderie.

Nourredine Derouiche, artisan de la ville de Constantine, activant dans le domaine de la fabrication des bijoux traditionnels (or et argent) depuis plus de 40 ans, a indiqué à l'APS que cet événement est "une occasion pour le public constantinois de découvrir ce métier artisanal", mettant en exergue "l'importance de sauvegarder et de valoriser le patrimoine artisanal au profit des générations futures". Les programmes de la manifestation du mois sacré de Ramadhan, établis par les services de l'APC, porteront également sur l'organisation et l'ouverture mercredi prochain d'une exposition du livre, en collaboration avec la maison d'édition Numédia.

Elle se poursuivra les jours prochains et coïncidera avec la célébration de la Journée du Savoir "Yaoum El Ilm" (16 avril de chaque année), a ajouté la même source.

RESTAURANT ERRAHMA (CHLEF)

**Les réseaux sociaux à la rescousse**

**U**n groupe de jeunes bénévoles de Chlef s'est assigné, durant ce mois de Ramadhan, la mission de coordonner les opérations de solidarité à travers les réseaux sociaux, aux fins d'assurer les repas de l'iftar (rupture du jeûne) aux nécessiteux et aux personnes de passage dans la wilaya, a-t-on constaté.

Il s'agit d'un groupe d'amis, dont Maâmar Maghraoui, qui se sont lancés le défi de collecter les denrées nécessaires pour la préparation d'au moins 200 repas d'iftar/Jour, à servir aux nécessiteux et aux personnes de passage à la cité « Zeboudj » de la ville de Chlef. Ils exploitent, pour ce faire, leurs pages personnelles sur les réseaux sociaux, afin de promouvoir cet acte de solidarité et lancer des appels à dons et à contribution. « Ces supports d'information (réseaux sociaux) font désormais office de plate-forme numérique dédiée à la promotion de la solidarité, tout en offrant la possibilité aux utilisateurs intéressés virtuellement de contri-



buer réellement à cette action et renforcer l'acte de bénévolat et de solidarité en général », a estimé Maâmar. Considérant que la société est Chlefie, en particulier, et que les Algériens en général, « ont le cœur sur la main » en toutes circonstances, des citoyens affluent quotidiennement vers la cité « Zeboudj », chargés d'aides alimentaires en tous genres, après avoir pris connaissance d'un Post ou d'un Tweet de l'un des bénévoles exprimant le besoin de ce restaurant de

la Rahma pour des denrées alimentaires. Le cuisinier Fethi a raconté à ce sujet l'histoire d'une femme abonnée à sa page, qui l'a contacté pour faire don de « Mermez » (orge concassé) nécessaire pour la préparation de l'incontournable « Hrira » de l'iftar. « Cette dame a fait le déplacement de la région très lointaine de + » Lardh Lbeida+ pour faire don de deux kilogrammes de ce produit et marquer ainsi sa contribution à la solidarité -Ramadhan », a-t-il dit, admiratif.

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

# Les opérateurs télécoms devraient investir 15 milliards \$ dans les réseaux 5G d'ici 2025

*Alors que la 5G est adaptée à de nouveaux usages émergents, McKinsey recommande aux opérateurs de s'aventurer au-delà de leur business model classique pour proposer des solutions de bout en bout basées sur des innovations de rupture comme la réalité virtuelle, l'Internet des objets ou encore la Computer Vision.*

**A**lors que la 5G est adaptée à de nouveaux usages émergents, McKinsey recommande aux opérateurs de s'aventurer au-delà de leur business model classique pour proposer des solutions de bout en bout basées sur des innovations de rupture comme la réalité virtuelle, l'Internet des objets ou encore la Computer Vision.

Les opérateurs télécoms actifs en Afrique subsaharienne devraient investir 15 milliards de dollars dans le déploiement des réseaux de cinquième génération (5G) d'ici 2025, selon un rapport publié en février dernier par le cabinet de conseil McKinsey & Company.

A l'échelle mondiale, les investissements dans les technologies 5G pourraient dépasser les 600 milliards de dollars au cours des trois prochaines années.

La majeure partie de ces investissements sera réalisée dans la région Asie-pacifique (230 milliards de dollars), en Amérique du Nord (200 milliards) et en Europe (115 milliards).

Les opérateurs actifs en Amérique latine devraient investir quelque 45 milliards de dollars dans la 5G alors que ceux implantés dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA) devraient dépenser 30 milliards de dollars.

Bien que le rythme de déploiement de la 5G diffère entre les régions du monde, le rapport souligne que les opérateurs télécoms sont globalement enthousiastes quant au potentiel de cette nouvelle génération de réseaux de télécommunications. D'autant plus que cette technologie permet des vitesses de connexion plus rapides, une plus grande capacité et une très faible latence (délai écoulé entre le moment où l'information est envoyée et le moment où l'appareil la reçoit). Aussi, de nouveaux usages auront un impact positif

sur de nombreux secteurs d'activité économique.

McKinsey estime cependant que les opérateurs télécoms ne récupéreront qu'une fraction de leurs investissements colossaux s'ils poursuivent leur approche actuelle en matière de monétisation de la 5G. Le cabinet propose dans ce cadre trois business models capables de créer plus de valeur pour les opérateurs.

## Accès sans fil fixe

Baptisé « connectivité de base », le premier modèle permet aux opérateurs de télécommunications de vendre l'accès à la 5G aux consommateurs de téléphonie mobile, et de lancer de nouveaux produits compatibles avec cette technologie, dont le plus prometteur est l'accès sans fil fixe (FWA). Cela permettra d'améliorer la connectivité des foyers et des entreprises et d'augmenter l'inclusion numérique. La création de valeur dans le cadre de ce modèle variera en fonction des régions, de la structure du marché et de l'intensité de la concurrence, mais les opérateurs peuvent globalement aspirer à une augmentation de trois points de pourcentage de leur chiffre d'affaires des services sans fil et engranger, par conséquent, des bénéfices allant de 10 à 20 milliards de dollars d'ici 2028.

## Des solutions de bout en bout

Le deuxième business model dit « connectivité premium » se base sur l'offre d'une expérience réseau de meilleure qualité, plus fiable et adaptée aux besoins spécifiques des utilisateurs finaux. Dans cette optique, les opérateurs pourraient s'appuyer sur les réseaux mobiles privés destinés aux entreprises en développant un solide écosystème de partenaires. Ils pourraient ainsi s'appuyer sur des partenariats avec d'autres acteurs actifs dans le domaine de l'Edge Computing (informatique en périphérie de réseau), une méthode de traitement de données qui évite le passage par un Data center distant pour réduire la latence du traite-

ment de l'information, ou encore dans le segment de la Computer Vision (Vision par ordinateur), une technique d'intelligence artificielle permettant de reconnaître une image, de la comprendre et de traiter les informations qui en découlent. Ainsi, une entreprise peut par exemple être en mesure d'utiliser une solution de Computer Vision sur un réseau privé pour gérer les stocks dans ses entrepôts.

Dans le cadre de ce business model, la valeur économique est principalement dérivée des relations inter-entreprises (B2B), le rôle des opérateurs télécoms passant fondamentalement de la vente de connectivité pure à la vente de solutions personnalisées. Ce business model permettrait d'augmenter le chiffre d'affaires des services sans fil de cinq points de pourcentage, et de créer ainsi une valeur allant de 30 à 50 milliards de dollars d'ici 2028.

## Des innovations de rupture

Le troisième business model concerne le développement par les opérateurs eux-mêmes de plateformes et de solutions finales qui prennent en charge une large gamme de cas d'utilisation et s'appuient sur des innovations de rupture comme la réalité augmentée, la réalité virtuelle, l'Internet des objets (IoT) ou encore de la Computer Vision. Des applications de ces technologies sont possibles dans plusieurs domaines tels que la gestion du trafic automobile, la gestion des déchets, la vidéosurveillance, les véhicules autonomes, l'automatisation de l'industrie et la télémédecine.

Dans le cadre de ce business model que McKinsey considère comme étant le plus lucratif, les opérateurs télécoms doivent se positionner en tant que fournisseurs de solutions de bout en bout (end-to-end), accepter de s'éloigner de leur cœur de métier et développer de nouvelles capacités afin de créer une valeur qui pourrait facilement dépasser les 100 milliards de dollars d'ici 2028.

Source : Ecofin

## TUNISIE

## Kaïs Saïed refuse les « diktats » du FMI

Tunis avait signé en octobre 2022 un accord préliminaire avec le FMI sur un programme d'aide de 1,9 milliard de dollars. Peu de progrès ont néanmoins été accomplis dans la mise en œuvre des réformes qui devaient accompagner ce plan de sauvetage.

Le président tunisien Kaïs Saïed a rejeté, jeudi 6 avril, les « diktats » du Fonds monétaire international qui conditionne le décaissement d'un programme d'aide de 1,9 milliard USD à son pays, à des réformes économiques portant notamment sur la levée des subventions aux produits de base, la réduction de la masse salariale dans le secteur public et la privatisation des entreprises publiques.

« En ce qui concerne le FMI, les diktats provenant de l'étranger et qui ne mènent qu'à davantage d'appauvrissement sont inacceptables (...). Ils [Les bailleurs de fonds, Ndlr.] nous demandent de les écouter. Je n'écoute que Dieu et la voix du peuple », a-t-il déclaré lors d'une cérémonie marquant le 23ème anniversaire du décès du père de l'indépendance tunisienne, Habib Bourguiba.

« L'alternative est que nous devons compter sur nous-mêmes. Il faut trouver

d'autres idées, car la paix sociale n'est pas un jeu ou quelque chose qui peut être pris à la légère », a-t-il ajouté, rappelant les émeutes meurtrières déclenchées en 1984 par l'augmentation du prix du pain.

Le dirigeant tunisien a d'autre part appelé les « pays étrangers » à restituer à son pays les avoirs détournés par les membres de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali et ses proches. « Le monde, le FMI doivent comprendre que l'être humain n'est pas qu'un chiffre. Pourquoi l'étranger ne nous rend pas l'argent qui nous a été volé. Rendez-nous notre argent. C'est l'argent du peuple tunisien », a-t-il lancé.

La Tunisie avait signé en octobre 2022 un accord préliminaire avec le FMI sur un programme d'aide de 1,9 milliard USD, mais le décaissement de la 1ère tranche de ce prêt n'a pas encore eu lieu, car le gouvernement ne s'est jusqu'ici pas engagé à mettre en œuvre

les réformes d'assainissement des finances publiques et à rétablir la stabilité macroéconomique.

En mars, plusieurs responsables européens, dont le chef de la diplomatie de l'UE Josep Borrell, et le ministre italien des Affaires étrangères Antonio Tajani, avaient mis en garde contre un « effondrement » de la Tunisie susceptible de « provoquer des flux migratoires vers l'Union européenne et d'entraîner une instabilité dans la région MENA [Moyen-Orient et Afrique du Nord, Ndlr] », tout en invitant les autorités tunisiennes à finaliser le programme convenu avec le FMI.

Tunis semble cependant redouter les tensions sociales que pourrait entraîner la mise en œuvre des réformes liées à la levée des subventions, dans un contexte d'envolée de l'inflation, de grave crise politique et de désaccords profonds avec l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), la puissante centrale syndicale.

## MAURITANIE

## GECOL met en service et connecte au réseau une centrale solaire de 500 MW

Le ministre de l'Agriculture, M. Yahya Ould Ahmed El Waghef, a souligné l'importance du secteur agricole et sa place centrale dans les programmes mis en œuvre par le gouvernement, en application des instructions de Son Excellence Monsieur le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh Ghazouani.

M. Ahmed el Waghef, qui s'exprimait, vendredi, lors d'une réunion avec les représentants des agences de l'ONU en Mauritanie, a mis l'accent sur l'importance de la contribution de tous les acteurs et partenaires internationaux à la réussite de la stratégie nationale de développement du secteur agricole, compte-tenu des potentiels considérables dont regorge le pays dans le domaine de l'agriculture.

## VIOLENCE VERBALE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX EN TUNISIE

## Un phénomène existant mais amplifié et socialisé sur le Net

Violence verbale, agressivité, du flaming..., sur les réseaux sociaux..., des internautes qui témoignent de leur expérience sur l'application Tik Tok, notre sociologue Abdessatar Sahbani décrypte ce phénomène et explique ses raisons... Des attaques, de l'agressivité verbale, des insultes, un discours de haine, voire des menaces de mort... C'est ce qui se passe aujourd'hui dans les cyberspaces et groupes de discussion en ligne ressemblant le plus souvent des personnes qui ne se connaissent pas réellement, mais qui se cachent parfois derrière une fausse identité...

Notamment, sur l'application mobile chinoise « Tik Tok », montée depuis l'année 2016, qui permet aux internautes de partager des vidéos et organiser des « live », afin de se regrouper virtuellement et partager des avis sur des questions et des thèmes d'actualité..., telle que la politique, la religion..., souvent, les discussions et les débats virent rapidement, se transforment

en des querelles sans fin avec des échanges d'attaques, d'agressions verbales et d'insultes...

Certains sujets et points de vue que débattent ces internautes et organisateurs de live rassemblent, d'autres divisent et c'est à partir de cela que tout dégénère... Les commentaires deviennent très agressifs car chacun veut défendre à tout prix son idée et, dans ce cas, le plus souvent, et le plus facile, serait d'insulter l'autre afin de le déstabiliser et cela peut être très facile, car derrière l'anonymat et derrière l'écran et lorsque la discussion s'enflamme et le ton monte, personne ne pourra connaître réellement l'agresseur, donc, on se permet de dire ce que l'on veut librement et sans se soucier vraiment de l'autre personne attaquée et que l'on veut à tout prix déstabiliser, provoquer et lui nuire...

**Du « flaming » et du cyberharcèlement !**

Rana, une victime de violence verbale, en témoigne sur ce sujet : « En surfant sur mon compte Tik Tok,

j'ai visité par hasard un groupe de personnes organisant un live afin de discuter d'un sujet d'actualité, à savoir l'affaire des Subsahariens en Tunisie et, en exprimant mon propre point de vue, qui n'a pas plu apparemment à certains internautes, j'ai été victime d'insultes verbales, d'attaques à ma propre personne et même des propos de menace... J'ai quitté illico ce groupe et le live, sauf que le problème ne s'est pas arrêté là ! On m'a bourré quand même de messages et de commentaires d'insultes sur ma propre boîte de messagerie sur mon compte Tik Tok, du coup, j'ai désactivé mon ancien compte et j'ai refait un autre sous une fausse identité afin de ne plus me faire reconnaître et, de plus, j'ai décidé de ne plus dire ce que je pensais vraiment et librement sur tel ou tel sujet, au risque d'être à nouveau agressée ou insultée », raconte Rana.

**Du fanatisme et de l'intolérance**

Idem pour Jouri, une internaute qui venait de découvrir l'application et son fonctionnement tout récem-

ment. En surfant d'un « live » à un autre et en se connectant avec plusieurs personnes en même temps virtuellement pour débattre d'un sujet sur la religion et le port du hijab, elle a été rejetée pour ses idées, qui n'ont pas plu à certains participants dans la discussion, elle a été attaquée et accusée même d'être « islamophobe », d'avoir des intentions malsaines et a été également menacée de divulguer ses propos en plein public suite à l'enregistrement qui a été fait dans le live et sur le réseau social afin de salir sa réputation... « Suite à cet incident qui m'est arrivé sur Tik Tok, que je viens juste de découvrir, j'ai désactivé mon compte illico et j'ai quitté l'application sans avoir l'intention de la réactiver à nouveau et à participer à des débats ou partager des idées avec des personnes intolérantes et fanatiques qui ont déformé mes propos... », a expliqué Jouri, encore ébahie.

## MAROC

## Les importations mensuelles de blé ont franchi la barre des 500 000 tonnes en mars dernier

Au Maroc, les ports ont reçu près de 508 000 tonnes de blé tendre pendant le mois de mars. C'est ce qu'a indiqué Argus, fournisseur indépendant d'informations sur les matières premières agricoles. D'après la société, ce volume remplit le quota maximal de blé autorisé par le nouveau système d'importation du gou-

vernement.

« C'est la première fois que le Maroc importe du blé au même rythme que la consommation locale depuis octobre - les meuniers locaux transforment généralement entre 450 000 et 500 000 tonnes de blé par mois », ajoute Argus. Sur la période, les principales sources d'achat ont été la

France (300 000 tonnes), l'Allemagne (115 000 tonnes), la Roumanie (64 000 tonnes) et la Pologne (30 000 tonnes).

D'après l'USDA, le Maroc devrait importer un volume record 7,5 millions de tonnes de blé et de farine en 2022/2023 avec la forte chute de la récolte liée à la sécheresse.

## CENTRALES À CHARBON

# Le désengagement de la Chine n'a pas complètement stoppé les projets en Afrique subsaharienne

Malgré le tarissement du financement international, plusieurs projets de centrales à charbon n'ont pas été abandonnés au Sud du Sahara. Mais à l'échelle mondiale, la région ne compte que 3% des projets en phase de pré-construction.

L'engagement de la Chine à ne plus financer et construire de nouvelles centrales à charbon en dehors de son territoire a ralenti, mais n'a pas complètement stoppé les projets en phase de pré-construction en Afrique subsaharienne, selon un rapport publié le 5 avril par l'ONG Global Energy Monitor.

Le rapport précise que l'Afrique compte des projets de centrales à charbon en phase de pré-construction d'une capacité totale de 9,7 gigawatts (GW), ce qui représente 3% seulement des capacités planifiées à l'échelle mondiale. Ces centrales, qui sont majoritairement de petite taille, sont réparties sur onze pays du continent. Dans trois pays (Madagascar, Niger et Tanzanie), l'exécution de ces projets dépend cependant du soutien chinois. La réalisation de ces projets demeure très hypothétique puisque le développement des capacités au charbon soutenues par la Chine à l'étranger est en diminution.

19% (21 GW) des 108 GW de capacités en pré-construction à l'étranger avec un appui chinois, sous forme de financements ou encore contrats d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (IAC), ont été déjà

abandonnés en conformité avec l'engagement annoncé en septembre 2021 par l'empire du Milieu. Près de 40 % des projets de centrales à charbon soutenus par la Chine ont cependant progressé. Pékin a expliqué que ces projets qui continuent à progresser « ne sont pas considérés comme nouveaux, puisqu'ils avaient bouclé leurs schémas de financement ou étaient déjà en construction au moment de l'annonce faite en septembre 2021 ».

### Des canaux de financement alternatifs

Bien que le financement international se soit globalement tari, le soutien au charbon peut arriver à travers de multiples canaux comme les institutions financières privées. Conséquence : plusieurs projets de centrales à charbon n'ont pas été abandonnés en Afrique subsaharienne, où 50 GW de capacités sont en opération et près de 10 GW supplémentaires en développement. En 2021, l'avenir du charbon dans cette région était en mauvaise posture alors que des milliards de dollars de financements climatiques internationaux étaient promis et que plusieurs décisions de compagnies d'arrêter leurs installations au charbon étaient annoncées. Cependant, il est apparu claire-

ment en 2022 que la balance n'a pas encore basculé en faveur des sources alternatives d'énergies renouvelables. D'autant plus que des accords qui n'étaient pas contraignants ont été annulés et des intérêts politiques et économiques puissants ont permis même à des projets non avantageux de se poursuivre.

En Afrique du Sud par exemple, la centrale de Musina-Makhado qui devait être remplacée par des projets solaires fin 2022, semble être à nouveau d'actualité dans le cadre d'un projet de zone économique spéciale. La communauté locale et les activistes environnementaux ont mis en lumière que les mines de charbon proches de cette centrale devaient reprendre la production cette année. Tel est aussi le cas du projet très populaire de la centrale de Beifa au Zimbabwe, qui est aussi jumelé avec un projet de mine voisine.

De son côté, la compagnie minière Rio Zimbabwe Ltd (RioZim) s'efforce encore d'obtenir des financements pour la construction de la centrale à charbon de Sengwa (2,8 GW), et le projet reste actif malgré les obstacles

## ÉTHIOPIE Safaricom lance une promotion nationale pour accélérer l'adoption de ses services

En juillet 2021, Safaricom a acquis la 1ère licence globale de télécommunications privée d'Éthiopie. Depuis, la société multiplie les initiatives et investissements pour être compétitive sur un marché en pleine libéralisation, dominé par l'opérateur historique Ethio Telecom.

L'opérateur de télécommunications Safaricom Ethiopia a lancé cette semaine sa première promotion nationale en faveur des consommateurs. Dénommée « Terek be Gursha », elle cible plus d'un million de particuliers et entreprises. Ces derniers seront récompensés pour l'adoption et l'utilisation de ses services pendant 13 semaines.

« Notre objectif avec cette promotion nationale est d'utiliser nos produits et services pour contribuer aux moyens de subsistance de nos clients dans tout le pays. Nous sommes une entreprise dans une position unique pour conduire des changements positifs, et avec cette promotion nationale, nous nous mettons au défi de créer plus de valeur pour les clients à travers l'Éthiopie », a déclaré Anwar Soussa, le DG.

La promotion devrait permettre d'accélérer l'adoption des services de Safaricom dans le pays, et de renforcer sa position sur le marché national. La société compte 2,8 millions d'abonnés en Éthiopie 6 mois après y avoir officiellement lancé ses activités commerciales. Elle est toujours loin derrière l'opérateur historique Ethio Telecom, qui a une communauté nationale de 70 millions d'abonnés.

## SÉCURISONS LA TRANSFORMATION DIGITALE EN AFRIQUE

### Rendez-vous au Cyber Africa Forum (CAF) les 24 et 25 avril prochains

Le 31 mars 2023, le Cyber Africa Forum (CAF) a organisé une conférence de presse à la Tour C de l'Ivoire Trade Center, afin de revenir sur les principales thématiques qui seront abordées lors de la 3e édition du CAF, les 24 et 25 avril prochains au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Réunis autour d'une discussion invitait à une « Transformation digitale africaine sécurisée et une architecture panafricaine en cybersécurité », les cinq experts présents se sont exprimés sur l'importance de sensibiliser les entreprises et organisations africaines à la cybersécurité et de mettre en place de véritables stratégies pour lutter contre les cyberattaques.

Améliorer la sécurité numérique et provoquer une prise de conscience des impacts et risques liés à la cybercriminalité, tels sont les objectifs que s'est donné le Cyber Africa Forum (CAF) depuis sa première édition en 2021. Pour cette nouvelle année, l'accent est mis sur la transformation digitale des organisations africaines et des menaces qui la sous-tend, ainsi que l'illustre le panel tenu en prélude au Forum fin avril dans la capitale ivoirienne.

Composé de Franck KIE, Commissaire général du CAF, Yena KIGNAMAN-SORO, Commissaire générale adjointe du CAF, Hervé BAH, Directeur Technology Data et Cyber Risk Advisory chez Deloitte, Hervé IRO MONDOUHO, Territory Channel Manager North, West & Central Africa chez Kaspersky et Fatima MBOUSSOU, Manager de la gestion de services informatiques (ITSM) de l'UEMOA, représentante de Ecobank Côte d'Ivoire, le panel d'experts participant à la conférence de presse a ainsi été l'occasion de présenter ces acteurs clés de l'industrie de la cybersécurité et de la technologie en Afrique et partenaires de cette nouvelle édition.

Ils ont tout particulièrement souligné l'importance de la sensibilisation à la cybersécurité en Afrique dans un contexte où la

transformation numérique est de plus en plus présente dans tous les secteurs économiques. Ils sont notamment revenus sur plusieurs initiatives clés de cette 3e édition telles que l'initiative Cyber Africa Women visant à favoriser l'insertion des femmes dans le numérique, un exercice de gestion de crise afin de sensibiliser les dirigeants et hautes personnalités du secteur public aux risques cyber et un hackathon dont l'objectif est de promouvoir les talents locaux.

Franck KIE, Commissaire général du CAF, s'est tout d'abord exprimé sur la création de ce Forum, celui-ci se présentant comme un espace d'échanges avec les partenaires des secteurs public et privé afin d'identifier et de trouver des solutions concrètes visant à sécuriser la transformation numérique en Afrique. S'exprimant plus spécifiquement sur cette 3e édition, il a notamment ajouté : « La transformation digitale prenant de plus en plus de place dans nos entreprises, il était important de discuter des enjeux, des partenariats, mais également des solutions pour pouvoir sécuriser cette transformation numérique. »

Cette nouvelle édition est d'autant plus cruciale que « 90% des entreprises interviewées sont conscientes du risque cyber, mais parmi celles-ci, 67% disent ne pas être attaquées parce qu'elles se considèrent comme de très petites entreprises », a souligné Hervé IRO MONDOUHO, Territory Channel Manager North, West & Central Africa chez Kaspersky, avant d'ajouter « Pourtant, près de deux millions d'attaques en 2022 ont touché les PME selon les statistiques. » L'expert a insisté sur le fait que la cybersécurité est un enjeu essentiel pour toute entreprise. Il s'est notamment appuyé sur la récente étude de Kaspersky portant sur les PME ivoiriennes pour illustrer ses propos, affirmant que toutes sont vulnérables aux risques cyber, et ce, quelle que soit leur taille.

## POUR ACCÉLÉRER SA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

### Le Sénégal obtient 150 millions \$ de la Banque mondiale

Le gouvernement sénégalais a fait du numérique un pilier central du développement socio-économique. Pour l'exercice financier 2023, un budget d'environ 188 millions USD a été alloué au ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Économie numérique pour ses activités.

La Banque mondiale a accepté d'octroyer un financement de 150 millions USD au Sénégal pour accélérer la transformation numérique du pays. A cet effet, un accord a été signé le jeudi 6 avril par Mamadou Moustapha Bâ (photo, à droite), ministre des Finances et du Budget, et Keiko Miwa (photo, à gauche), directrice pays de l'institution de Bretton Woods pour le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Mauritanie et le Sénégal.

Les fonds seront notamment utilisés pour renforcer l'environ-

nement juridique, réglementaire et institutionnel de l'économie numérique; étendre la connectivité à haut débit abordable dans les zones reculées; améliorer les compétences numériques de la population; dynamiser les services publics numériques et développer des systèmes de santé numériques sélectionnés. Ces différentes initiatives seront pilotées par le ministère des Télécommunications et de l'Économie numérique.

Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du Projet d'Accélération de l'Économie Numérique (PAEN) qui fait partie de l'axe 1 du Plan Sénégal Emergent (PSE). Elles cadrent également avec la volonté du gouvernement sénégalais d'accélérer la transformation numérique du pays et d'atteindre les objectifs fixés dans le plan stratégique « Sénégal Numérique 2025 », à deux ans de l'échéance. Récemment, le président Macky Sall a recommandé

la mise en œuvre d'un Plan d'urgence pour accélérer la couverture intégrale du territoire national en réseaux de téléphonie mobile.

« Au Sénégal, l'adoption des technologies numériques génère des bénéfices importants. En effet, dans les zones où l'Internet mobile est disponible, le niveau de consommation des ménages augmente de 14 % et l'extrême pauvreté diminue de 10 % », a déclaré Mme Miwa. « Il est essentiel de tirer parti des technologies numériques au profit de la population dans des secteurs critiques, tels que la santé, où les solutions numériques, notamment les dossiers médicaux électroniques, la télémédecine, la gestion des vaccinations et autres applications peuvent avoir un impact tangible ».

**Les Enjeux**  
*Eco*

**Publicité**

**Appelez le**

**06 98 16 55 54**

SELON DES RESPONSABLES

# L'Inde n'a pas suspendu ses négociations commerciales avec le Royaume-Uni

Les négociations commerciales entre l'Inde et la Grande-Bretagne n'ont pas été suspendues et se poursuivront cette année, ont déclaré trois responsables lundi, en réponse à un article d'un journal britannique qui affirmait que l'Inde s'était "désengagée" des négociations après que Londres n'ait pas condamné les séparatistes sikhs.

Un fonctionnaire du ministère indien des affaires étrangères a déclaré que les progrès des négociations commerciales et les préoccupations de New Delhi concernant les activités des séparatistes sikhs en Grande-Bretagne ne devaient pas être liés.

Un responsable diplomatique du haut-commissariat britannique à New Delhi a déclaré que les négociations commerciales se poursuivraient selon le calendrier prévu et que les responsables de la sécurité à Londres répondaient aux préoccupations de l'Inde concernant les activités séparatistes sikhs en Grande-Bretagne.

"Le Royaume-Uni et l'Inde se sont engagés à mettre en place un accord de libre-échange ambitieux et mutuellement bénéfique et ont conclu le dernier cycle de négociations commerciales le mois dernier", a déclaré un porte-parole du ministère britannique des affaires et du commerce.

"Le ministre des affaires étrangères a condamné les récents actes de violence au haut-commissariat indien, et nous tra-

vaillons avec la police métropolitaine pour revoir la sécurité et apporter des changements afin de garantir la sécurité de son personnel", a ajouté le porte-parole. New Delhi s'est émue des manifestations et des actes de vandalisme commis par des séparatistes sikhs devant sa mission à Londres et ailleurs aux États-Unis et au Canada.

Le mois dernier, des manifestants portant des banderoles en faveur du soi-disant État sikh indépendant du "Khalistan" ont organisé une manifestation devant le haut-commissariat indien à Londres et ont décroché un drapeau indien du balcon du bâtiment pour dénoncer l'action récente de la police contre un prédicateur sikh favorable au Khalistan.

La revendication du Khalistan a connu un regain d'intérêt dans certaines parties de la population sikh en Inde et à l'étranger.

Le mois dernier, l'Inde a convoqué le plus haut diplomate britannique à New Delhi pour lui faire part de sa "vive protestation" à la suite de l'incident de Londres. Le ministère des affaires étrangères a ensuite déclaré que l'Inde n'était pas intéressée par des garanties, mais qu'elle

souhaitait que des mesures soient prises. Le ministre britannique des affaires étrangères, James Cleverly, a déclaré que les actes de violence à l'encontre du personnel du haut-commissariat de Londres étaient inacceptables et que la police britannique menait une enquête.

Le quotidien The Times a rapporté lundi que l'Inde s'était "désengagée" des pourparlers après avoir accusé la Grande-Bretagne de ne pas avoir condamné un groupe séparatiste sikh.

Une deuxième source du ministère indien des affaires étrangères a déclaré que les négociations commerciales avec la Grande-Bretagne n'avaient pas été suspendues et a qualifié l'article de "sans fondement".

Au total, la Grande-Bretagne et l'Inde entretiennent des relations commerciales d'une valeur d'environ 29 milliards de livres (35,5 milliards de dollars), et le développement de ces relations constitue un élément majeur de la politique étrangère britannique dans la région indo-pacifique, qui vise à renforcer les liens avec les économies à croissance rapide de la région.

PAKISTAN

## Les exportations pharmaceutiques vers la Russie ont bondi

Les exportations suisses vers la Russie n'ont connu qu'un léger fléchissement depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine malgré les sanctions imposées par Berne, les exportations de produits pharmaceutiques ayant, quant à elles, bondi à des niveaux records, selon des chiffres rendus publics dimanche. Bien que les échanges commerciaux entre les deux pays soient à l'arrêt dans certains secteurs clé comme les machines et les montres, les exportations de produits pharmaceutiques vers la Russie ont atteint un niveau record, a souligné le journal Neue Zürcher Zeitung am Sonntag après avoir analysé les données de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF).

Les médicaments sont considérés comme des produits humanitaires et sont donc exemptés des sanctions. Les exportations suisses vers la Russie ont atteint un montant de 2,9 milliards de francs suisses (3,2 milliards de dollars) entre mars 2022 et février 2023. Ce montant est inférieur aux 3,5 milliards de francs suisses enregistrés au cours des douze mois précédents, mais les exportations suisses vers la Russie n'ont dépassé le chiffre de 2,9 milliards que trois fois au cours des dernières années, note le NZZ am Sonntag. «Étant donné la longue liste des produits qui ne peuvent plus être livrés au pays en guerre, l'impact semble faible», relève l'hebdomadaire. Les exportations de produits pharmaceutiques ont augmenté de 40%, passant de 1,4 milliard de francs suisses à quelque deux milliards depuis l'invasion de l'Ukraine, et représentent actuellement environ un tiers des exportations suisses vers la Russie. La Suisse abrite de nombreux groupes pharmaceutiques dont Novartis et Roche. Selon la société Novartis citée par le NZZ am Sonntag, «les ventes en Russie ont été favorisées par de nombreux facteurs, dont l'afflux de patients qui avaient reporté leurs soins médicaux à cause de la pandémie» de Covid-19. «Un des facteurs a été le stockage par les patients et les hôpitaux pour anticiper de possibles goulots d'étranglement» en raison de la guerre, selon Novartis.

La Suisse s'est alignée sur les sanctions adoptées par les pays de l'Union européenne à l'encontre de la Russie, mais sur le plan des livraisons militaires elle respecte une stricte neutralité. En dépit des appels de Kiev et de ses alliés, la Suisse a jusqu'à présent refusé d'autoriser les pays qui possèdent des armements de fabrication suisse à les réexporter vers l'Ukraine.

THAÏLANDE

## La banque centrale met l'accent sur la stabilité et maintient ses prévisions de PIB pour 2023

L'économie thaïlandaise devrait croître de 3,6% cette année, a déclaré lundi le gouverneur de la Banque de Thaïlande (BOT), Sethaput Suthiwartnarueput, ajoutant que la politique fiscale et monétaire devrait donner la priorité à la stabilité plutôt qu'à la stimulation économique.

"L'économie est résiliente et capable de résister à de multiples chocs", a déclaré Sethaput à la chaîne de télévision JKN-CNBC. L'économie a connu une croissance de 2,6% l'année dernière.

Le mois dernier, le BOT a relevé les taux d'intérêt d'un quart de point de pourcentage pour les porter à 1,75%.

La BOT a relevé son taux directeur de 125 points de base au total depuis le mois d'août, ce qui est moins agressif que la plupart de ses homologues de la région.

"La normalisation de la politique se poursuivra, mais nous serons prudents et nous surveillerons la situation", a déclaré M. Sethaput. La banque centrale dispose des outils nécessaires pour soutenir le système financier en cas de problème, a-t-il ajouté.

Interrogé sur les politiques proposées par les partis politiques à l'approche des élections de mai, il a déclaré qu'une stimulation économique n'était pas nécessaire pour le moment.

"Les marchés sont prêts à sanctionner les politiques qui n'ont pas de sens et qui perturbent la stabilité", a-t-il déclaré.

La Thaïlande organisera des élections le mois prochain, et de nombreux partis promettent des cadeaux et des cadeaux, qu'il s'agisse de transferts d'argent ou d'une augmentation du salaire minimum.

ÉTATS-UNIS

## L'économie américaine a créé 236.000 emplois en mars

L'économie américaine a continué à créer des emplois à un rythme soutenu en mars, ce qui a ramené le taux de chômage à 3,5% et pourrait encourager la Réserve fédérale à relever à nouveau ses taux d'intérêt le mois prochain.

Le département du Travail a fait état vendredi de 236.000 emplois non-agricoles créés le mois dernier aux États-Unis et a révisé en hausse le chiffre de février, à 326.000 contre 311.000 annoncé initialement.

Ce ralentissement des embauches sur le mois de mars s'explique en partie par l'atténuation de l'effet positif lié à un temps

anormalement doux lors des deux premiers mois de l'année.

Les économistes interrogés par Reuters prévoient en moyenne 239.000 créations de postes en mars, leurs estimations s'échelonnant entre 150.000 et 342.000. La publication du rapport sur l'emploi, habituellement très suivie par les investisseurs, intervient alors que les marchés financiers sont fermés vendredi pour le week-end pascal.

Le salaire horaire moyen aux États-Unis a augmenté de 0,3% le mois dernier, après avoir progressé de 0,2% en février, ce qui porte sa progression sur un an à 4,2%, contre 4,3% donné par le consensus Reu-

ters.

L'inflation salariale est encore trop élevée pour être compatible avec l'objectif de la Fed d'une hausse des prix de 2%.

Les responsables de la banque centrale américaine disposeront d'autres données sur l'inflation plus tard dans le mois pour évaluer l'impact du resserrement de la politique monétaire mené depuis un an. Selon le baromètre FedWatch de CME Group, les investisseurs s'attendent ce que la Fed augmente encore ses taux de 25 points de base à l'issue de sa prochaine réunion de politique monétaire des 2 et 3 mai.

FRANCE

## Le déficit commercial se réduit à 9,904 mds d'euros fin février

Le déficit commercial de la France s'est établi à 9,904 milliards d'euros fin février, selon les données publiées vendredi par le bureau des Douanes françaises.

Le solde énergétique s'est redressé de 1,0 milliard d'euros en février, sous l'effet notamment de la baisse des importations d'énergie (- 1,1 milliard), et de la quasi-stabilité des ex-

portations (- 0,1 milliard), a précisé le bureau dans un communiqué.

"Cette baisse des importations d'énergie est liée principalement au recul de 6% des prix

de l'énergie (...) mais également à une diminution en volume", a-t-il ajouté. À la fin janvier le déficit s'élevait à 12,538 milliards d'euros après révision.

## WALL STREET

## Les bénéficiaires des banques sous pression après la crise

La plupart des banques de Wall Street devraient annoncer des bénéfices trimestriels en baisse et des perspectives moroses pour le reste de l'année, la crise bancaire régionale du mois dernier et le ralentissement de l'économie étant susceptibles de nuire à la rentabilité.

## JAPON

## La Bourse de Tokyo termine en hausse après l'emploi américain

La Bourse de Tokyo a clôturé dans le vert lundi, dans la foulée d'un rapport mensuel de l'emploi américain sans surprises négatives et de la baisse du yen, un mouvement de change favorable au marché nippon. L'indice Nikkei a gagné 0,42% à 27.633,66 points et l'indice élargi Topix a avancé de 0,56% à 1976,53 points.

L'économie américaine a créé en mars moins d'emplois que le mois précédent, mais dans des proportions conformes aux attentes, et le taux de chômage est resté presque inchangé à un niveau très bas (3,5%), selon les derniers chiffres mensuels de l'emploi aux États-Unis publiés vendredi. Ces données vont plutôt dans le sens du scénario d'un «atterrissage en douceur» de l'économie américaine voulu par la Fed, la banque centrale du pays, qui cherche à dompter l'inflation élevée en relevant ses taux d'intérêt tout en évitant une chute brutale de l'activité.

La Bourse de New York était restée fermée vendredi dernier en raison du long week-end pascal, mais rouvrira dès ce lundi. Les Bourses européennes en revanche ne rouvriront que mardi, tout comme la Bourse de Hong Kong. En Chine continentale, Shanghai a lâché 0,4% et Shenzhen perdu 1% après qu'un quotidien d'État a mis en garde contre les valorisations excessives des entreprises liées à l'intelligence artificielle, et sur fond de tensions aggravées autour du détroit de Taïwan.

## Du côté des valeurs

**NINTENDO CRÈVE L'ÉCRAN :** l'action Nintendo a grimpé de 4% à 5.406 yens. Le film d'animation «Super Mario Bros», co-produit par le géant japonais du jeu vidéo, a cartonné au box-office nord-américain et sur de nombreux autres marchés, réalisant selon plusieurs médias le meilleur démarrage mondial à ce jour pour un film d'animation.

Du côté des devises et du pétrole Le dollar montait à 132,53 yens vers 07H00 GMT contre 132,16 yens vendredi. La monnaie japonaise reculait aussi face à l'euro, qui valait 144,53 yens contre 144,12 yens en fin de semaine dernière. Le cours euro/dollar était stable à 1,0905 dollar pour un euro.

Le marché du pétrole était en léger recul: vers 06H50 GMT le baril de WTI américain cédait 0,12% à 80,60 dollars et celui de Brent de la mer du Nord perdait 0,18% à 84,97 dollars.

Les bénéficiaires par action des six plus grandes banques américaines devraient baisser d'environ 10% par rapport à l'année précédente, selon les estimations des analystes de Refinitiv I/B/E/S. Les banques commencent à publier leurs résultats le 14 avril.

L'accès aux dépôts bon marché, qui a gonflé pour les grandes banques lorsque les épargnants ont fui les petits créanciers dans le sillage de l'effondrement de la Silicon Valley Bank le mois dernier, a probablement stimulé les revenus nets d'intérêts pour les plus grandes banques, ont déclaré les analystes. JPMorgan Chase & Co, la plus grande banque américaine, devrait sortir du lot car sa marge d'intérêt nette - les intérêts gagnés sur les prêts par rapport aux intérêts versés aux déposants - était plus élevée que celle de certaines de ses consœurs, selon les analystes. Selon les estimations de Refinitiv I/B/E/S et les calculs de Reuters, la banque devrait annoncer une hausse de 30% de son bénéfice par action, soutenue par une augmentation de près de 36% de ses revenus nets d'intérêts. Toutefois, le resserrement des conditions financières et le ralentissement de l'économie signifient que les banques sont confrontées à la perspective d'une croissance tiède des prêts et d'une détérioration du crédit, ce qui les oblige à augmenter les provisions pour pertes potentielles.

"Nous nous attendons à une saison des résultats difficile pour les banques", a déclaré David Chiaverini, analyste bancaire chez Wedbush Securities, dans une note. Selon lui, les directions des banques devien-

dront plus défensives, en mettant en œuvre des mesures de liquidité qui pourraient conduire à des révisions à la baisse des revenus nets d'intérêts.

Les bénéfices devraient également être affectés par une nouvelle période de sécheresse pour les transactions et l'activité des marchés de capitaux, et certains analystes prévoient également un ralentissement des revenus de négociation. Ces tendances toucheraient particulièrement les grandes banques d'investissement telles que Goldman Sachs Group Inc et Morgan Stanley.

Selon les analystes, les revenus de négociation, qui ont été positifs au cours des trimestres précédents, pourraient souffrir de la baisse des opérations sur actions au premier trimestre par rapport à l'année précédente, partiellement compensée par la vigueur des opérations sur titres à revenu fixe, devises et matières premières (FICC).

Le bénéfice par action de Goldman pourrait chuter d'un cinquième, pénalisé par les déboires de la banque d'investissement, après une baisse plus importante que prévu de 69% du bénéfice du quatrième trimestre, pénalisé par les revenus de la gestion de patrimoine et les pertes de l'activité grand public. Les six banques ont refusé de commenter les résultats et les prévisions à venir.

L'indice bancaire S&P 500 est en baisse de 14% depuis le début de l'année.

Lorsque les taux d'intérêt augmentent, les banques gagnent plus d'argent sur les intérêts payés par les emprunteurs qu'elles n'en versent aux déposants.

Selon les estimations des analystes de Refini-

tiv I/B/E/S, les revenus nets d'intérêts des six plus grandes banques américaines devraient augmenter d'environ 30% par rapport à l'année précédente.

Toutefois, les gains provenant des paiements d'intérêts pourraient être contrebalancés par des créances douteuses.

Ana Arsov, responsable de l'agence de notation Moody's Investors Service, a déclaré: "Il y aura encore des augmentations progressives des provisions cette année", en particulier pour l'immobilier commercial et potentiellement pour les cartes de crédit à la consommation.

Elle s'attend à un ralentissement des prêts dans des domaines tels que l'immobilier commercial et industriel, l'automobile et les prêts hypothécaires.

Les investisseurs examineront minutieusement les bilans afin de déterminer quels prêteurs ont attiré ou perdu des dépôts pendant la crise bancaire du mois de mars, tout en évaluant son impact sur les créanciers et l'économie américaine.

Les résultats donneront un aperçu de la facilité avec laquelle les créanciers peuvent financer leurs opérations et s'ils disposent d'une marge de manœuvre suffisante pour faire face aux chocs.

"Les craintes concernant les niveaux de capital et de liquidité des banques devraient persister au moins pendant les prochains mois en raison des tensions récentes", a déclaré Gennadiy Goldberg, stratège des taux d'intérêt américains chez TD Securities, lors d'une interview.

## PLOMBÉ PAR LES STOCKS DE SMARTPHONES

## Soitec revoit à la baisse ses ambitions

La société iséroise a annoncé vendredi anticiper une croissance au point mort en données comparables pour l'exercice 2023-2024, et une chute de 15% au premier semestre. Ce en raison des stocks sur la chaîne d'approvisionnement de smartphones.

Alors que les marchés ont fermé leurs portes jusqu'à mardi matin, Soitec lance ce vendredi un avertissement pour son prochain exercice.

Le fabricant de matériaux semi-conducteurs évolue en exercice décalé, clôturant ses comptes annuels à fin mars. Pour l'année comptable qui vient de s'achever il y a quelques jours, le groupe confirme ses objectifs, à savoir une progression de ses revenus à taux de change et périmètre constants d'environ 20% et une marge brute d'exploitation (Ebitda) autour de 36%.

En revanche, pour la suite, le groupe annonce un important

coup de frein, livrant ses perspectives pour l'exercice qui sera clos fin mars 2024. L'entreprise iséroise anticipe ainsi des revenus stables sur cette année fiscale, hors effets de changes et de périmètre, par rapport à l'exercice 2022-2023. Il en est de même pour la marge d'Ebitda, attendue là encore stable, à 36%.

Surtout, sur le seul premier semestre de cet exercice 2023-2024, Soitec prévoit un plongeon de 15% sur un an de ses revenus à périmètre et taux de changes constants. Pour justifier ces perspectives, Soitec évoque l'état du marché des smartphones, industrie évidemment très consommatrice en composants électroniques et qui connaît actuellement un niveau élevé de stocks, avec donc des ventes en fort déclin.

Selon les données du cabinet Counterpoint citées par la banque UBS, les ventes mondiales de smartphones ont ainsi plongé de

14,5% sur un an au mois de février, tombant à leur plus bas niveau depuis mars 2020.

"Comme déjà communiqué au marché, l'absorption des stocks à travers l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du marché des smartphones devrait durer pendant tout le premier semestre de l'exercice 2023-2024", explique Soitec.

L'entreprise anticipe ainsi une "forte correction" de ses stocks sur son prochain exercice, en particulier au premier semestre, ce qui pèsera sur l'activité de sa division Communications mobiles.

"Par conséquent, la stabilité du chiffre d'affaires anticipé pour l'exercice 2023-2024 reflètera également une forte accélération entre le premier et le second semestre", ajoute l'entreprise.

Objectif de moyen terme abaissé Soitec a également ajusté à la baisse son objectif de revenus pour l'exercice clos en mars 2026. La so-

ciété iséroise table désormais sur un chiffre d'affaires d'environ 2,1 milliards de dollars, contre une précédente cible de 2,3 milliards de dollars, communiquée en juin 2022. L'entreprise a en revanche confirmé son objectif de marge d'Ebitda de 40% à cette même date.

La société donnera davantage d'indications sur ses perspectives de moyen terme lors d'une journée dédiée aux investisseurs le 8 juin, au lendemain de la publication de ses résultats annuels. Auparavant, elle publiera son chiffre d'affaires pour l'exercice 2022-2023 le 26 avril.

L'ensemble de ces annonces pourraient être sanctionnées par le marché, lorsque la Bourse de Paris rouvrira mardi matin. Dans une récente note, UBS, à titre d'exemple, tablait, dans son scénario de référence, sur une croissance de 5,5% pour l'exercice clos fin mars 2024.

## MARCHÉ

## Les plus fortes convictions des fonds de petites valeurs

Quatre gérants chevronnés nous ont dévoilé leurs small et midcaps préférées pour les prochains mois.

Quatre sociétés de gestion se sont associées pour une présentation de leurs plus fortes convictions d'investissement parmi les petites et moyennes sociétés européennes.

Une centaine d'investisseurs professionnels étaient ainsi réunis le 4 avril dernier à l'hô-

tel Kimpton à Paris autour d'un déjeuner animé par le conseiller en gestion de patrimoine, Stéphane van Huffel. Étaient présents Cyrille Carrière, directeur de la gestion de Lonvia Capital et co-gérant du fonds Lonvia Avenir Mid-Cap Europe ; Saad Benhamine, gérant du fonds Kirao Small Caps ; Aymeric Lang, gérant du fonds Erasmus Small Cap Euro ; Don Fitzgerald, gérant du fonds DNCA Invest Archer

Mid-Cap Europe. Tous les gérants présents s'accordent sur le retard boursier accumulé par les petites sociétés et leur faible valorisation historique, ce qui génère de nombreuses opportunités. Le retard des petites valeurs Des vents contraires demeurent, venant de la hausse des taux d'intérêt, la progression des salaires et un approvisionnement énergétique plus coûteux.

Mais les soutiens sont nombreux, dont le rendement du dividende, l'accélération de la transition énergétique, la réouverture de la Chine, les OPA, les rachats d'actions, etc. Lonvia Avenir Mid-Cap Europe (code LU2240056288) a progressé de 8% depuis le début de l'année au 3 avril, 76e sur 189 produits selon Quantalys.

## VISUAL CHATGPT

# Le chatbot qui communique par les images

Des chercheurs de chez Microsoft ont publié Visual ChatGPT, une version plus évoluée du chatbot capable de comprendre le contenu des images, ainsi que de générer ou d'éditer des images à la demande.

L'un des principaux points faibles de l'intelligence artificielle conversationnelle ChatGPT est qu'elle est limitée au texte uniquement. Pour résoudre ce problème, des chercheurs de chez Microsoft viennent de publier une nouvelle version de ChatGPT baptisée Visual ChatGPT. Dans l'article associé, ils expliquent comment ils ont réussi à intégrer la prise en charge des images dans ChatGPT sans toucher à l'IA elle-même. Plutôt que de reconstruire complètement ChatGPT pour prendre en charge différentes modalités (audio, images, vidéos...), ils ont décidé de s'appuyer sur les modèles de fondation visuels (VFM) préexistants,

comme Stable Diffusion, BLIP, Transformers, MaskFormer et ControlNet. Autrement dit, des IA déjà capables de comprendre ou de générer des images. Un questionnaire de requêtes Le module central de Visual ChatGPT est le gestionnaire de requêtes (Prompt Manager). Celui-ci s'occupe de traduire les requêtes de l'utilisateur et de les transférer vers ChatGPT ou une VFM, avec un processus qui peut se dérouler en de multiples étapes internes avant d'aboutir à une réponse. Le résultat est très surprenant. Après avoir envoyé au chatbot une photo, vous pouvez lui demander d'identifier un élément qui s'y trouve (« quelle est la couleur de la moto ? ») ou encore d'éditer l'image («

supprime la moto »). Dans un des exemples, un utilisateur envoie un schéma très basique d'une pomme et d'un verre, et demande à l'IA de l'améliorer. Visual ChatGPT répond avec une image photoréaliste d'une pomme et d'un verre sur une table, placés de la même manière que sur le schéma. Selon les chercheurs, l'avantage de cette approche est qu'il est très facile d'intégrer de nouveaux modèles visuels. Ils ont partagé leur code sur GitHub, mais il n'existe pas pour l'instant d'interface Web. Pour pouvoir le tester, il faut donc être en mesure de le compiler soi-même...

## FIGURE 01

## Le robot humanoïde le plus ressemblant à l'humain jamais construit

Fera-t-il plus fort que Tesla, Boston Dynamics et Xiaomi réunis ? Ce robot humanoïde s'annonce comme le plus performant et plus agile pour œuvrer dans un environnement industriel complexe. L'objectif de la start-up Figure est de venir en soutien sur des tâches dangereuses dans les activités d'entreposage et de logistique, ou de résoudre les problèmes de pénurie de main-d'œuvre. Les concepteurs ambitionnent aussi de le rendre accessible pour des usages domestiques afin de permettre l'assistance à domicile et les soins aux personnes âgées. Les projets de robots humanoïdes se multiplient. L'idée consiste à créer des machines souples et intelligentes, capables de remplacer des humains dans des tâches répétitives et ingrates. Installée en Californie, la startup Figure est spécialisée dans la conception de robots humanoïdes intelligents. Son premier projet, baptisé Figure 01, en version alpha, est actuellement en phase de test. Il mesure 1,70 mètre pour 60 kilos. Il supporte une charge utile pouvant aller jusqu'à 20 kilos, affiche une autonomie de 5 heures et peut se déplacer à 1,2 mètre/seconde, soit un peu plus de 4 km/h. À noter qu'il est également doté de doigts et non de pinces, pour encore mieux manipuler des objets. Le robot humanoïde de la start-up Figure mesure 1,70 mètre, pèse 60 kilos, son visage est un écran. Il peut porter des charges de 20 kilos et dispose d'une autonomie de 5 heures. Doté de mains articulées, il est capable de réaliser un large éventail de tâches manuelles.

### Un robot humanoïde à usage général

L'idée est ici de créer un robot humanoïde capable de travailler et d'aider les humains à produire davantage, à remédier aux pénuries de main-d'œuvre et même à réduire le nombre de travailleurs occupant des emplois dangereux. In fine, Figure 01 associera la dextérité de la forme humaine à de l'intelligence artificielle, afin de pouvoir s'adapter à différentes tâches, pour une efficacité toujours optimale. À terme, le Figure 01 a l'ambition de devenir le premier robot humanoïde autonome commercialement viable au monde, c'est-à-dire aussi « accessible » financièrement.

## L'IA DU ROBOT DE GOOGLE

## Il peut faire la discussion et vous servir à manger

Les Intelligences artificielles conversationnelles, comme ChatGPT, reposent sur des grands modèles de langage ou LLM (Large Language Model). Conçues pour traiter du texte, ces IA peuvent également être entraînées pour traiter d'autres types d'informations. C'est ainsi qu'est née PaLM-E, une IA qui peut piloter un robot en temps réel en tenant compte de son environnement. Le système a été développé par des chercheurs de chez Google ainsi que de l'université technique de Berlin. Ils ont combiné le modèle de langage PaLM de Google, similaire au GPT de ChatGPT, avec ViT-22B qui est spécialisé dans les tâches visuelles. Le résultat est un modèle multimodal (texte et images) doté de 562 milliards de paramètres. Un robot qui réagit en temps réel PaLM-E pilote un robot fabriqué par Google

équipé d'un bras, et peut interpréter les données de la caméra en temps réel. Il suffit de lui demander d'aller chercher le paquet de chips dans le tiroir et celui-ci s'exécute. L'IA planifie la procédure sans intervention humaine et peut réagir en temps réel. Ainsi, lorsque le chercheur lui arrache le paquet de chips et le remet dans le tiroir, le robot est capable de s'en rendre compte, puis de mettre à jour sa planification pour la tâche et de reprendre le paquet. Ce qui rend cette Intelligence artificielle d'autant plus intéressante est qu'elle peut généraliser ses compétences pour effectuer des tâches qu'elle n'a pas vues pendant son entraînement, et le tout sans perdre ses capacités linguistiques. Ce serait vraiment intéressant de voir PaLM-E aux commandes d'un robot comme Spot ou Atlas de Boston Dynamics...

## MUTALK

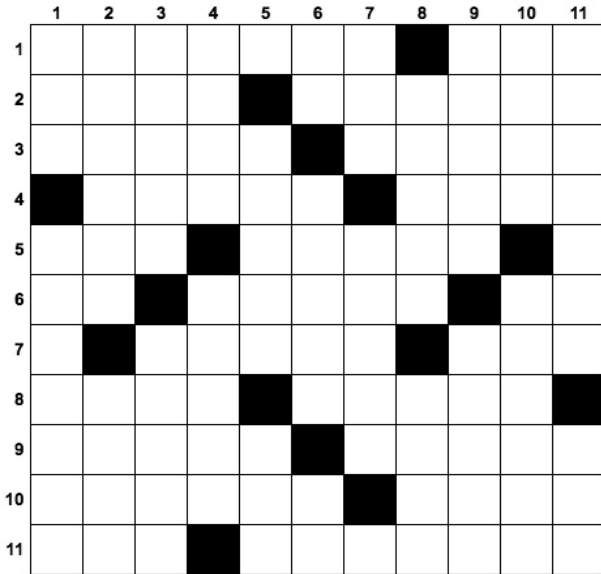
## Le microphone pour laisser votre entourage tranquille

Imaginez, vous essayez de vous endormir alors que votre voisin se dispute violemment au téléphone ou que votre partenaire s'esclaffe dans une pièce toute proche. Ou vous tentez en vain de savourer votre boisson matinale non loin d'un nomade digital en pleine réunion virtuelle dans votre petit café local. Si vous avez déjà rêvé de pouvoir clouer le bec d'un importun, cette étrange invention pourrait vous plaire... ou vous laisser dubitatif. Les innovations technologiques sont bien pratiques pour apporter des solutions à tout un lot de nouveaux problèmes. C'est ce qu'a compris l'entreprise japonaise Shiftall qui développe et assure la production de masse d'objets connectés surtout destinés à faciliter le travail d'équipe. La société a développé un microphone innovant qui isole la voix de l'utilisateur et qui, en plus de réduire le bruit

ambient dans la captation du son, sert principalement à réduire le volume sonore qu'il produit, afin de ne pas déranger les personnes alentour. Le masque-microphone Mutalk n'englobe pas le nez, ce qui peut changer la voix de l'utilisateur, indique Shiftall.

**L'application technologique d'un étrange phénomène acoustique** Cet objet innovant peut répondre aux attentes d'un large panel d'utilisateurs, il peut être utile pour passer des appels en toute discrétion, ou participer à une réunion virtuelle dans un lieu public. Lors de conversations normales lorsque la fréquence de parole est standard, le dispositif réduit le volume de 20 décibels, rendant l'échange impossible à entendre pour une personne extérieure, même si elle est située juste à côté. Mais, quand les propos s'échauf-

fent comme durant une partie de jeux vidéo par exemple, et que le ton monte en même temps que la fréquence de parole (ou de cri), Mutalk passe à une réduction de 30 décibels, pour le confort de chacun. Le gadget utilise le principe de la résonance de Helmholtz, qui se produit quand l'air résonne dans un objet creux. Vous en avez peut-être déjà produit en soufflant dans le goulot d'une bouteille. Ce phénomène acoustique lui permet d'affaiblir efficacement le bruit malgré sa petite taille. Le microphone est simple d'utilisation, se connecte à votre smartphone ou votre ordinateur, et peut même être équipé d'une sangle amovible pour l'utiliser sans les mains. Seul bémol, son curieux design qui pourrait en rebuter certains et son prix, 200 dollars.

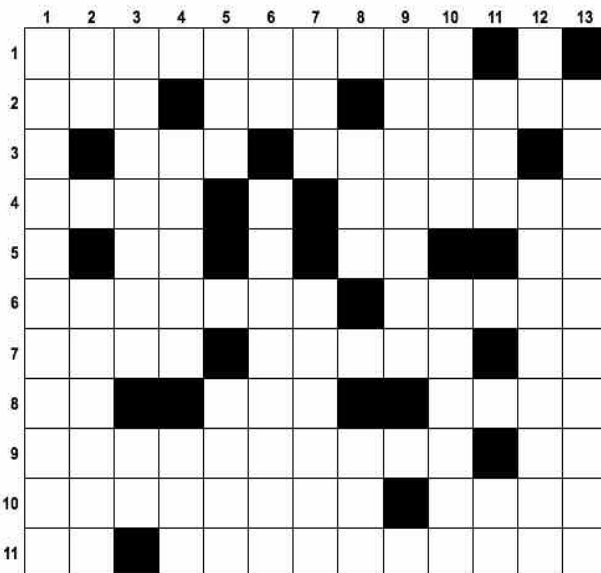


**Horizontalement**

1 Mener droit à la jambe de bois!- Rempli de noeuds ou de malices.2 Tous les arrêts réunis !- Alcoolisera son chagrin.3 Appellation d'origine contrôlée.- Se servir du 9v-2.  
4 Hurler parfois.- Met à mal la virgule.5 Une offre qui impose l'échange.- Annoncent une dissolution, voire une destruction!6 Le D de Guido.- Ils ont des corps de cochon.- Par la bouche, brièvement!7 Cour de la Casbah.- Niveau de jauge du sannyasin!8 Le fils d'Anatole.- Élément du quartier des mineurs.9 Assurer un bon rapprochement.- Me prends pour Cézanne.10 Signal de départ.- Fait le tour de la chambre.11 Flotte au-dessus de la crème.- Réduire le candi.

**Verticalement**

1 Trois cardinaux pour un Dieu.- Fort clair en effet!2 En pince pour des vaisseaux.-  
A doublé un acteur.3 Impressionnante pour Perdita.- Indispensable à l'autostoppeur.  
4 A carrément mit de côté!- Représentatif d'un grand nombre!5 Juge, éclaire, ou ne brille pas.- Un subjonctif marrant.6 N'est pas supérieure aux instituteurs.- Séquence de film.- Pattes de coing.7 Manche avec un mort.- Primeur de canard.8 Airs marins.- Son abîme est plombé!9 Palindrome de genres.- Allonge au bout.10 Palmier à la noix.- Comme la feuille du précédent.11 Danseur canadien.- Ce n'est pas forcément acide.

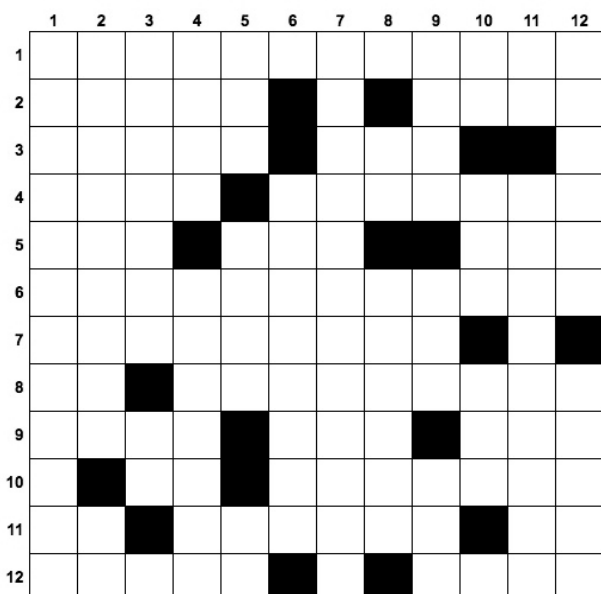


**Horizontalement**

1 [Le cuir est son domaine].2 En avant !- Piécette.- Entoure la grande ville.  
3 Fut apte.- Qui s'y frotte s'y pique.4 Vallées inondées.- Peau de l'arbre.  
5 Roulement de tambour.- Adverbe de lieu.- Petit cours.6 Utilisateurs.- Vagabonder.  
7 Cime.- Prénom de Manadoudou.- 3ème note.8 Dans le coup.- Larcin.- Existences.  
9 [Décorateur de vitrines].- Hors de portée.10 S'amusera.- Finauderie.11 Pronom réfléchi.- [Ils ne font plus un tabac].

**Verticalement**

1 [Ils nous sortent leurs tripes].2 Alternative.- Humée.  
3 Retapât.- Argent du labo.4 Emploi.- Shoot aérien.5 Ancienne armée.- Coûté.  
6 Drame japonais.- [Sa règle d'or est d'être réglé].7 Dêvêtue.- Maculera.  
8 Hareng en caque.- Arbre d'Inde.9 [Petit commerçant alimentaire].  
10 Ville du Nevada.- Dos.11 Transport parisien.- Do.  
12 Expression de joie.- Laitéuse.  
13 [Ils nous font part de leurs pensées].



**Horizontalement**

1 Amoureuse d'un Abbé.2 Se laisse abraser au risque de passer pour une bille.- La belle Emilienne.3 Il n'a qu'à s'écraser pour éviter les liaisons dangereuses.- Sans voix.4 Faisait preuve de verve quand il avait le barreau.- A la limite, il peut nous tenir à l'oeil, pas plus!5 Anti-occident.- Pour mettre du choeur à l'ouvrage.- Son roman chante la Normandie.6 Croisière à quai pour le bonheur des dames.7 Faisons la barbe.8 Patron pour un jour.- Pas urbaines mais pas forcément rurales.9 Saint de la joie.- Lumières de la ville.- Donc voulut?10 Après guerre, avant paix.- Puante, pourtant personne ne peut la sentir.11 Divinité rayonnante.- Aspirateur à eau.- Article d'importation.12 Il met le fa tout près du sol.- Inspirateur du peuple.

**Verticalement**

1 Viennoise qui est devenue une célèbre femme d'affaire.2 Bien faisante.- Se hâte lentement.3 Savoir d'où elle vient, c'est pour elle une question de bon sens.- Presqu'île.4 Enlevées.- Guère ceintes.5 Un peu trop basse.- Bleue à Broadway ?- Cet article est made in France.6 Pas forcément courageux.7 Tour du savoir.8 Agrément du Sud.- Signifiant insignifiant.9 Chasseur d'espions.- Ne tirez pas sur lui.- Si ce n'est lui, c'est donc sa soeur.10 Premier cours de France.- Sommet corse.- Objet olfactif du tout petit.11 Pour Porthos et pour tous.- Ont foison de toison.12 Finit généralement avec des ardoises!- Sans bouger, elle fait pourtant de sacrées bornes !

RENAULT AUSTRAL (2024)

## Que sait-on sur le futur SUV en version coupé ?

Fraîchement lancé sur les routes, le Renault Austral sera rejoint en 2024 par une variante « coupé » propulsant le SUV vers le haut de gamme. Voici ce que l'on sait déjà.

Le Renault Austral, dont le succès en France repose sur une recette bien précise, va accueillir un « petit frère » de gamme en 2024. Selon nos confrères de l'Argus, le SUV va se muer en coupé haut de gamme. Plusieurs changements vont modifier les habitudes des automobilistes en France durant ce mois d'avril 2023.

L'offensive Renault est passée supérieure ces derniers mois. Austral, la marque au losange a récemment dévoilé la nouvelle génération de l'Espace. Inspiré de l'Austral, l'ancien monospace passe dans le segment des SUV tout en gardant son format familial extensible places.

L'Austral devrait servir de base à un deuxième SUV attendu dans la gamme pour 2024. Connue actuellement sous le nom de code « L », elle devrait reposer sur la plateforme montant vers le haut de gamme

« coupé ».

En terme de motorisation, ce futur Austral coupé recevra un groupe motopropulseur hybride rechargeable de 280 ch, aux côtés du bloc hybride à 200 ch issu de l'Austral.



NOUVEAU RENAULT ESPACE (2023)

### De nombreuses infos en fuite

Le nouveau Renault Espace, prévu pour le 28 mars 2023, est en fuite sur internet et ne laisse plus aucun doute sur sa filiation avec son petit frère Austral.

Le Renault Espace n'en finit pas de faire parler. D'abord via Renault qui distille les informations au compte-goutte pour tenir en haleine, mais maintenant via des fuites qui ne semblent pas volontaires.

Nous savions déjà qu'il s'agissait essentiellement d'un Austral rallongé, sans doute plus petit que son prédécesseur. Nous avons désormais pas mal d'infos complémentaires.

### LE DESIGN RÉVÉLÉ

La présentation officielle de l'Espace est prévue pour le 28 mars. Malheureusement pour Renault, le design extérieur a été accidentellement révélé.

Certaines pages d'un manuel pdf, qui a été brièvement publié sur le site français de Renault, ont fui en ligne, montrant le SUV familial dans toute sa splendeur.

Le pionnier des monospaces va se transformer en SUV. Malgré cela, Renault suggère que l'Espace ne perdra pas son caractère et sera toujours capable de transporter 7 personnes confortablement pour de longs trajets.

D'après les teasers officiels et les plans divulgués qui ont été publiés sur le forum Wordscoop, il est tout à fait évident que la sixième génération de l'Espace sera une version plus longue de l'Austral. Le Renault Espace dispose d'un empattement allongé de 2,74 m, d'un porte-à-faux arrière plus long et d'un arrière plus droit. Malgré ces différences, les feux arrière à LED, le hayon sculpté et la partie inférieure du pare-chocs ressemblent beaucoup à l'Austral.

L'Espace mesure 4,72 m de long, soit 21 cm de plus que l'Austral, mais 14 cm de moins que son prédécesseur.

Le SUV est également plus long que le Nissan X-Trail reposant sur la même plateforme. Cela montre que Renault souhaitait légitimer au maximum, au profit de l'espace intérieur.

LA HYUNDAI IONIQ 6

## SACRÉE « VOITURE MONDIALE DE L'ANNÉE » 2023

Après l'Ioniq 5 en 2022, Hyundai conserve le titre de « Voiture mondiale de l'année » en 2023 avec l'Ioniq 6, annoncée gagnante parmi un ultime panel de dix finalistes au salon de l'automobile de New York.

Si, à Bruxelles, la Jeep Avenger avait la préférence des votants européens, succédant à la Kia EV6, c'est la Hyundai Ioniq 6 qui s'offre le titre de « Voiture mondiale de l'an-

née » 2023. Un sacre qui s'ajoute aux trophées de « meilleur design » et meilleure voiture électrique au monde ».

Le design extérieur de la Hyundai Ioniq 6 est inspiré de la Pony de 1975, avec certaines évolutions plus modernes comme une ligne de toit élancée lui conférant un aspect futuriste. L'intérieur présente des sièges en cuir synthétique avec une console

centrale équipée d'un grand écran de 12,3 pouces.

La Hyundai Ioniq 6 est équipée d'un moteur électrique d'une puissance cumulée de 306 ch et d'une batterie de 77 kWh pour une autonomie allant jusqu'à 610 km. Pour couronner le tout, SangYup Lee, responsable monde du design de Hyundai, a également reçu la récompense de personnalité automobile

mondiale de l'année (World Car Person of the Year).

« Nous sommes ravis de recevoir cette prestigieuse distinction deux années de suite, qui reconnaît l'immense talent et les efforts incessants de tous les employés de Hyundai pour commercialiser des VE tels que la Ioniq 6 », a déclaré Jaehoon Chang, président et CEO de Hyundai Motor Company.



## Tebboune reçoit les ambassadeurs de la République tchèque et du Vietnam

Le président de la République a reçu ce lundi l'ambassadrice de la République tchèque, Lenka Pokorna et l'ambassadeur du Vietnam, Nguyen Thanh Vinh qui lui ont rendu une visite d'adieu au terme de leurs missions en Algérie.

« Les deux audiences se sont déroulées en présence du directeur de cabinet à la présidence de la République, Mohamed Nadir Larbaoui », indique un communiqué de la présidence de la République.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mardi 11 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

### CONSEIL DE LA NATION

## Présentation du texte de loi organique relatif à l'information

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a présenté lundi devant les membres du Conseil de la Nation, le texte de loi organique relatif à l'information, lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président du conseil, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Le ministre a indiqué, à ce propos, que ce texte de loi "vient répondre à l'impératif de mettre l'arsenal juridique du secteur de la communication en conformité avec les principes prévus par la nouvelle Constitution, notamment l'article 54, qui vise à consacrer la liberté et le pluralisme de la presse, mais aussi à garantir le respect des règles de professionnalisme et d'éthique professionnelle". Ce texte tend, entre autres, à "répondre aux aspirations du citoyen à accéder à une information fiable et crédible, mais également à répondre au besoin des professionnels de l'information d'organiser leur activité", a précisé M. Bouslimani, estimant que "la scène médiatique nationale ne peut relever les défis du nouveau millénaire sans une réforme globale des méthodes de travail, à travers l'établissement de nouvelles règles qui assurent un équilibre entre la liberté et la responsabilité". S'agissant de la presse écrite et électronique, le texte de loi prévoit "l'instauration du régime déclaratif qui repose sur l'application

simplifiée pour la création de médias, au lieu du régime d'octroi d'agréments en vigueur". Le texte de loi prévoit également la création d'une Autorité de régulation de la presse écrite et électronique, "une instance publique qui jouit d'une autonomie financière et qui s'acquitte des missions de régulation de l'activité de la presse écrite et électronique," poursuit le ministre.

Quant au domaine de l'audiovisuel, M. Bouslimani a rappelé que le texte de loi prévoit "l'amendement des statuts de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), en lui octroyant un caractère spécifique, tout en élargissant ses missions pour englober la régulation et le contrôle des services de la communication audiovisuelle sur internet".

Par ailleurs, il a indiqué que ce texte "a tenu compte de la garantie d'une pratique médiatique professionnelle assurant l'équilibre entre la liberté de la presse et la responsabilité professionnelle, à travers la mise en place de garanties qui consacrent le droit du journaliste à la liberté d'expression et à la recherche d'information".

Ces garanties, poursuit le ministre, "assurent au journaliste la protection juridique de ses œuvres et préservent son droit de ne pas diffuser toute information, article ou travail ayant subi des modifications substantielles sans son consentement".

Ce texte de loi, ajoute M. Bouslimani, "renforce le droit d'accès du journaliste à l'information et protège ses sources, en reconnaissant son droit au secret professionnel et en faisant obligation aux organismes de faciliter son accès à l'information".

Synthèse R N

### ÉNERGIE

## Le ministre de l'Energie en visite à El Bayadh

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, effectuera aujourd'hui mardi une visite de travail et d'inspection dans la Wilaya d'El Bayadh, indique un communiqué du ministère. M. Arkab «sera accompagné par le PDG de Sonelgaz, la Présidente de la CREG, le PDG de Naftal et des cadres du Ministère et de Sonelgaz».

Durant ce déplacement, le ministre procédera à «la mise en service et au lancement de plusieurs projets de raccordement en gaz naturel et en électricité, notamment ceux destinés aux populations des zones d'ombre et aux exploitations agricoles». Il se rendra également à d'autres infrastructures d'électricité, de gaz et de produits pétroliers.

### POUR ACCÉLÉRER LES PROCESSUS DE RESTRUCTURATION DE LA DETTE SOUVERAINE

## Le FMI et la Banque mondiale présenteront des réformes

Les nouvelles propositions portent, entre autres, sur l'établissement de calendriers clairs pour les diverses étapes du processus de restructuration de la dette telles que la formation des comités de créanciers, la fourniture de garanties de financement et la signature des accords définitifs.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) présenteront des réformes pour renforcer et accélérer les processus de restructuration de la dette souveraine des pays pauvres, a annoncé le président de la Banque mondiale, David Malpass, dimanche 9 avril.

« Des propositions concrètes pour lever certains des plus gros obstacles qui freinent les processus de restructuration de la dette souveraine seront présentées lors des réunions de printemps de la Banque mondiale et 2023 du FMI, prévues du 10 au 16 avril à Washington », a-t-il souligné dans un article de blog, indiquant qu'une table ronde sur la question de la dette souveraine sera organisée par les institutions de Bretton Woods et

l'Inde, qui assure la présidence tournante du groupe des vingt économies les plus développées de la planète (G20).

M. Malpass a également précisé que l'une des propositions consiste à partager l'analyse conjointe de la Banque mondiale et du FMI sur la viabilité de la dette des pays avec tous les créanciers impliqués dans les discussions en même temps, afin d'accroître la transparence et le partage d'informations pour aider à calculer l'ampleur des besoins d'allègement de la dette.

Il a aussi révélé que les processus de restructuration de la dette devraient être accélérés grâce à l'établissement de calendriers clairs pour les diverses étapes telles que la formation des comités de créanciers, la fourniture de garanties de financement et la signature des accords de restructuration proprement dits.

« La suspension des paiements du service de la dette au début du processus inciterait également les créanciers à conclure un accord et protégerait la capacité de remboursement de

la dette », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « Avec l'aggravation de la crise de la dette, nous devons aborder les réunions (du FMI et de la Banque mondiale) avec détermination et urgence. Le moment est venu pour toutes les parties de passer de la parole aux actes ».

Plus de la moitié des pays à faible revenu du monde présentent un risque élevé de surendettement ou sont déjà en situation de surendettement, et plusieurs d'entre eux sont en défaut de paiement.

Les vingt économies les plus développées de la planète avaient convenu, en 2020, d'une initiative baptisée « Cadre commun du G20 pour les traitements de dette », mais aucun des pays qui concernés n'a jusqu'ici bénéficié de cette initiative.

Les blocages sont en partie dus à des désaccords entre les pays riches, qui ont traditionnellement piloté les processus de restructurations de la dette des pays pauvres, et la Chine qui est désormais un créancier international majeur.

R I.